
3 1761 07882399 4





GÉNÉRAL H. LE GROS

— *GUERRE DE 1914-1918* —

LA GENÈSE
DE LA
BATAILLE DE LA MARNE

(SEPTEMBRE 1914)



PAYOT, PARIS

LA GENÈSE

DE LA

BATAILLE DE LA MARNE

DU MÊME AUTEUR

Le combat de Chatillon et l'investissement de Paris au Sud (*Journal des sciences militaires*). Édité à part. Paris, Baudoin, 1891.

Wissembourg, Frœschwiller, Chalons, Sedan, La Malmaison (*Journal des sciences militaires*). Édité à part. Paris, Baudoin. 1895.

Quelques observations sur la bataille de Villiers (*Revue de cavalerie*, 1900).

La Journée de Sedan (*Le Correspondant* du 25 août 1900).

La Sortie de la Marne, Paris, Chapelot, 1901.

La Retraite sur Mézières le 31 août et le 1er septembre 1870 (*Revue de cavalerie*, 1903). Edité à part, Berger-Levrault.

La Retraite sur Mézières (*Revue de cavalerie*, 1904). Édité à part, Berger-Levrault.

Manœuvres d'armée du Bourbonnais en 1909. Conduite d'un détachement de contact (*Revue militaire générale*, décembre 1909).

Observations sur le combat en retraite (*Revue militaire générale*, avril 1912).

Le Maréchal Grouchy et l'aile droite de l'armée française les 17 et 18 juin 1815 (*Revue militaire générale*, 1913). Édité à part, Berger-Levrault.

Offensive allemande (*Revue politique et parlementaire* du 10 février 1918).

GÉNÉRAL H. LE GROS

— *GUERRE DE 1914-1918* —

LA GENÈSE
DE LA
BATAILLE DE LA MARNE

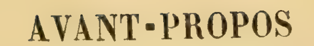
(SEPTEMBRE 1914)



PAYOT & C[IE], PARIS
106, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

1919





AVANT-PROPOS

AVANT-PROPOS

La bataille de la Marne, si considérables qu'aient été les événements ultérieurs, n'en demeure pas moins, à nos yeux, le fait principal de la grande guerre.

Si elle eût été perdue, tout se fût trouvé irrémédiablement compromis un mois après l'ouverture des hostilités; tout redressement fût devenu impossible.

Alors qu'en 1870 l'ennemi n'avait paru devant Paris (17 septembre) que 42 jours

après le double échec de Spikeren et de Frœschwiller (6 août), en 1914 les armées allemandes arrivaient dans la région parisienne dix jours après la perte de la bataille de Charleroi.

Cette avance extraordinairement rapide de l'envahisseur était la conséquence de notre offensive générale qui avait échoué sur tout le front, et d'une retraite qui avait abandonné à l'ennemi, sans combat, tout le nord de la France, nos régions industrielles et minières dont la perte eut pour nous de si graves conséquences.

Nous réservant d'étudier plus tard cette offensive générale qui conduisit nos armées à Sarrebourg, à Morhange, à Virton, à Neufchâteau et à Charleroi, nous nous bornerons à constater que, par la raison

même qu'il comptait prendre l'offensive en Lorraine et sur la Meuse, notre état-major devait ne pas se désintéresser de la frontière du Nord et de Paris : de fortes organisations défensives de la mer à Maubeuge et à la Meuse, la capitale en complet état de défense, telles étaient les deux premières conditions à remplir pour rester libre sur le front de Lorraine.

C'est dans cet ordre d'idées que, en lançant leurs masses offensives en Belgique, les Allemands n'avaient pas manqué d'organiser une solide défensive à leur gauche, entre la Meuse, la Moselle et les Vosges, et c'est à cause de cette sage précaution de nos adversaires que le plan français se trouvait bâti sur du sable, et croula comme château de cartes.

On est d'autant plus surpris de constater que les mesures les plus élémentaires de prudence avaient été négligées sur la frontière belge, que tout nous commandait, au contraire, d'y porter notre attention.

Les avertissements n'avaient pas manqué.

Dès 1890, le lieutenant-colonel Hennebert écrivait :

Le champ de bataille traditionnel de la Belgique, ce territoire prédestiné, est, pour ainsi dire, *le lieu géométrique des voies d'invasion de la France.* Le fait de sa violation ouvrirait à nos voisins de l'Est la vallée de Sambre et Meuse, et les porterait à la vallée de l'Oise, *à 8 ou 10 marches de la Seine.*

Il citait le général Brialmont : « Une

« armée allemande occupant la Belgique « pourrait aussi bien se porter sur Paris « par Tournai, Lille et Arras. »

« *Les Allemands n'hésiteront certaine-* « *ment pas à prendre ces chemins si com-* « *modes* », ajoutait le lieutenant-colonel Hennebert. Et il invoquait encore la lumineuse affirmation du major belge Girard :

« *Plus la France a intérêt à ne pas être* « *envahie par la Belgique, plus l'Alle-* « *magne a intérêt à l'attaquer de ce côté.* « *Expression d'un intérêt allemand, la neu-* « *tralité belge pliera devant un intérêt alle-* « *mand supérieur.* »

Le lieutenant-colonel Hennebert attirait aussi l'attention sur « l'élégant principe cavalièrement émis » par un diplo-

mate suisse au service de l'Allemagne (1) :

Un traité nuisible aux intérêts de l'Etat est nul et point du tout obligatoire ; la nécessité peut autoriser un belligérant à se saisir pour un temps d'une place neutre (ou d'un pays neutre), à y mettre garnison pour se couvrir contre l'ennemi, ou pour prévenir les desseins qu'il a sur cette place (ou pays) quand le maître n'est pas en état de la garder. Le droit innocent de passage s'étend à toutes les nations avec lesquelles on vit en paix, et ce devoir s'étend aux troupes comme aux particuliers. Celui qui veut passer dans un pays neutre avec des troupes doit en demander la permission au Souverain ; une nation est libre de refuser l'entrée de son territoire à toute armée étrangère. Un cas s'excepte de lui-même, et sans difficulté, c'est celui d'*une extrême nécessité. La nécessité urgente et absolue suspend*

(1) Vattel. — M. de Bismarck se couvrit souvent de l'autorité de cet écrivain.

tous les droits de propriété, et, si le neutre n'est pas dans la même nécessité que nous, *il nous est permis de faire usage malgré lui de ce qui lui appartient.*

Voilà bien, nettement tracée, la ligne de conduite que l'Allemagne devait suivre vis-à-vis de la Belgique ; voilà bien, exprimées avec un parfait cynisme, les raisons que devait donner Bethmann-Holweg pour justifier la violation de la neutralité belge : « Chiffon de papier... Nécessité « n'a pas de loi... Les Français allaient nous « attaquer par la Belgique ! »

Lord Palmerston avait écrit de son côté : « J'ai toujours observé que, lorsqu'une guerre éclate, et qu'une nation croit utile de faire traverser à son armée un territoire neutre, elle ne songe guère à respec-

ter la neutralité inscrite dans les traités. »

En 1914, l'attaque par la Belgique était d'autant plus plausible de la part de l'état-major allemand que, pris entre la Russie et nous, se trouvant dans la nécessité de nous mettre rapidement hors de cause afin de pouvoir se retourner en temps utile contre les armées russes, il n'avait pas le loisir de s'attarder contre nos barrières fortifiées de l'Est. Les écrivains militaires d'outre-Rhin avaient catégoriquement préconisé l'opération consistant à se porter, avec de grandes masses, à travers la Belgique, vers la trouée de l'Oise, par la route la plus directe sur Paris, et, s'ils n'en avaient pas fait mystère, c'est qu'il ne pouvait leur venir à l'idée que l'ensemble de mesures de toute nature prises par le grand état-major pour assu-

rer l'irruption de ses principales armées en Belgique eût pu laisser place chez nous à la moindre incertitude : la disposition des voies ferrées, des camps, des quais d'embarquement, etc., fournissait des preuves tangibles de ses intentions, inscrites sur le sol même.

Pourtant, malgré le danger qui était là, évident, menaçant (1), nous n'avions rien fait pour y parer.

La place de Lille, négligée depuis long-

(1) En 1913, le général Bonnal écrivait : « A « l'exception de quelques retardataires, tout le monde « militaire est aujourd'hui d'accord sur ce point que « les Allemands s'efforceront de réaliser contre nous « l'enveloppement des ailes, *et tout particulièrement* « *de notre aile gauche*, après avoir violé la neutralité « du Luxembourg et de la Belgique. » (*Questions de critique militaire et d'actualité*).

temps, était sous le coup d'un déclassement ; celle de Maubeuge, archaïque, insuffisamment armée, en voie de réfection, était incapable d'une longue résistance.

De plus, circonstance aggravante, Paris, à huit jours de marche d'une frontière ouverte, n'était *ni défendu*, *ni défendable.*

Il n'est pas utile, pour l'établir, d'entrer dans de longs détails ; il suffit de s'en référer aux déclarations du chef qui fut chargé d'organiser la résistance.

Le 2 septembre 1914, le général Galliéni, gouverneur de Paris, écrivait au général en chef :

Je vous rappelle encore une fois ce que je vous ai déjà dit dans trois conversations téléphoniques, ce que j'ai répété, en conseil des ministres, au Président de la République et au

ministre de la guerre : « Paris, si vous ne lui donnez pas des troupes actives de renfort, au moins trois corps d'armée, *est dans l'impossibilité absolue de se défendre.* »

Le 3 septembre, il revenait à la charge :

Permettez-moi de vous rappeler que Paris compte un nombre considérable de troupes territoriales dont la valeur manœuvrière est très faible, et qui ne sont que très incomplètement outillées comme troupes de campagne (n'ont ni T. C., ni T. R. (1); je m'emploie à leur constituer des embryons de ces trains). D'autre part, ces troupes sont faiblement pourvues en artillerie et en munitions ; elles n'ont ni parcs, ni convois, ni ambulances.

Sauf ordre contraire de votre part, *je m'efforcerai de tenir dans Paris le plus longtemps possible.*

(1) Trains de combat, trains régimentaires.

Le 8 septembre, le gouverneur écrivait au ministre de la guerre :

... Enfin, je vous demanderai de ne pas oublier que Paris, avec ses territoriaux en nombre insuffisant, *avec ses ouvrages médiocres et très exposés, avec son matériel d'artillerie démodé*, (nos pièces ne portent qu'à 8 kilomètres contre les pièces allemandes portant à 14), *ne peut se défendre longtemps et dans de bonnes conditions.*

Certes, l'état-major allemand était au courant de ce déplorable état de choses, de cet état absolu d'impréparation qui n'a pu que l'encourager à agir offensivement par la Belgique, car la valeur d'un tel plan eût été singulièrement diminuée si les armées allemandes avaient eu la perspective de déboucher devant un vaste camp re-

tranché organisé et armé à la moderne, au lieu de ne trouver devant elles que des ouvrages antérieurs à l'invention des explosifs et une artillerie de place vieille de 40 ans !

Un autre sujet d'étonnement, et non moins douloureux, est que, après le repli de nos troupes sur la frontière qui suivit la perte de la bataille de Charleroi, il n'ait été fait aucun usage du système ingénieux d'inondations, œuvre de Vauban, qui permettait de déverser rapidement les eaux des canaux et des rivières, en les combinant avec celles des marécages, de manière à transformer en une barrière liquide inabordable le pays compris entre Maubeuge, les abords de Lille et la mer.

Entre Lille et la mer, il fallait plus de

temps pour tendre l'inondation qu'entre Lille et Maubeuge ; mais, en cas d'urgence, on avait la possibilité de recourir aux eaux marines, ce qui n'exigeait que 48 heures.

Les écluses étaient commandées par les places de Condé, Le Quesnoy, Dunkerque. Cette organisation avait été sagement maintenue par le Conseil de Défense, en 1875, et elle était, en 1914, en parfait état de fonctionnement.

De toute évidence, les autorités militaires locales n'avaient pas qualité pour tendre les inondations ; au général en chef seul appartenait de prendre une décision de cette nature, car seul il était en mesure d'en apprécier l'opportunité par rapport à la situation générale et à ses projets d'opérations ultérieures.

En tout cas, si l'on eût levé les écluses, la frontière, entre la mer et Maubeuge, fût devenue impraticable par le procédé qui a si efficacement contribué plus tard à faire échouer les attaques obstinées des Allemands sur l'Yser ; le mouvement débordant par le nord de Maubeuge, qui était le fondement même du plan allemand, fût devenu bien difficile, voire même radicalement impossible.

Il eût suffi de peu de monde pour garder les surfaces inondées, et, avec les divisions de réserve et territoriales qui se trouvaient dans la région nord, on eût été à même d'organiser la défense de Lille en ayant recours aux tranchées et aux réseaux de fils de fer.

Dès lors, notre 5e armée, n'ayant plus

rien à craindre pour son flanc gauche, pouvait faire tête à la frontière, sa gauche appuyée à Maubeuge qui cessait d'être abandonné à lui-même, reliée par sa droite à la 4e armée. Celle-ci, il convient de ne pas l'oublier, a résisté victorieusement sur la Meuse, au point que son chef demanda à ne pas continuer la retraite ; mais, malgré son succès, elle fut bien obligée de se retirer, car elle eût été découverte par le recul de la 5e armée menacée elle-même d'encerclement par l'aile droite allemande qui avait trouvé le champ libre au nord de Maubeuge.

À son tour, notre 3e armée, si la retraite de celles qui étaient à sa gauche se fût arrêtée, eût pu également faire front, la droite dans la région nord de Verdun.

Ces trois armées avaient bien éprouvé des échecs dans leur offensive, mais elles n'étaient pas désorganisées ; elles étaient parfaitement capables, avec le concours de l'armée anglaise à notre gauche, de présenter à nos frontières la même résistance victorieuse que nos première et deuxième armées à notre droite ; celles-ci, après leurs insuccès de Sarrebourg et de Morhange (1),

(1) Notre offensive contre les positions de Sarrebourg et de Morhange était vouée fatalement à un échec ; sans artillerie de gros calibre, avec des méthodes désuètes, nous abordâmes des positions formidablement organisées, *truquées* suivant toutes les règles de la défensive moderne dont la pratique était à peine soupçonnée dans notre armée Les Allemands, repliant leurs avancées, avaient tout fait pour nous encourager dans cette imprudence et nous attirer dans un piège que ne manquèrent pas de nous signaler des habitants du pays annexé.

firent une courte retraite, et arrêtèrent net l'adversaire à la trouée de Charmes et au Grand Couronné de Nancy.

Ainsi, grâce aux inondations du nord,

Dès 1877, dans un rapport au conseil de défense, le général Ducrot avait pourtant écrit : « La prétention de faire de Nancy une base d'opérations « agressives nous paraît insoutenable. L'armée qui « sortirait de Nancy pour pénétrer dans le Palatinat « par la trouée de Sarreguemines viendrait se heurter aux obstacles de la Seille et de la Sarre, serait « prise en flanc par les places fortes de Metz et de « Strasbourg ; la première condition de tout progrès « serait la prise de Metz... »

Un peu plus tard, le général Séré de Rivière, le créateur de nos barrières fortifiées de l'Est, émettait une opinion analogue : « Quand bien même il n'y « aurait pas un seul Allemand entre Metz et Strasbourg, nous ne pourrions sérieusement songer à « déboucher de ce côté. »

Mais Napoléon n'a-t-il pas écrit : « Ne faites pas ce « que veut l'ennemi par la seule raison qu'il le désire ; évitez le champ de bataille qu'il a reconnu,

on eût pu être en mesure, en vertu de la force que confère l'armement moderne à toute défensive organisée qui a ses flancs inattaquables, de briser sur nos frontières l'offensive générale des armées allemandes (1) ; on n'eût pas eu besoin d'une

« étudié, à plus forte raison celui qu'il a fortifié, où « il s'est retranché » ?

Or, l'organisation défensive des Allemands entre la Moselle et les Vosges était parfaitement connue, et l'on ne pouvait ignorer les propriétés des régions fortifiées latérales de Metz et de Strasbourg.

(1) Nous n'avons pas à insister sur le mépris, qu'avant 1914, on professait, dans nos hautes sphères militaires, pour la tactique défensive. Quand parut en 1902, dans la *Revue militaire suisse*, la lumineuse étude du lieutenant-colonel Mayer, publiée sous le pseudonyme d'Emile Manceau, et intitulée : *Quelques idées françaises sur la guerre de l'avenir*, elle fut accueillie avec dédain. Et pourtant, l'auteur, après avoir établi que « la défensive a ses vertus propres », ne prédisait rien moins que l'extension des fronts qui

retraite de 250 kilomètres pour « soustraire la gauche de la 5e armée à la menace d'enveloppement. » (Instruction générale no 4 du 1er septembre 1914). La guerre de tranchées se fût organisée au seuil du sol français, et non plus dans l'intérieur de la France ; on eût évité l'invasion et son cortège de ruines.

Aussi bien, sans vouloir nous étendre outre mesure sur cette question, nous dirons que tous les documents, tous les témoignages, donnent à penser qu'au grand quartier-général, où l'on avait d'abord cru que l'offensive allemande ne s'étendrait pas

ne s'arrêteraient, disait-il, qu'« à la mer, à la frontière d'un pays neutre », leur inviolabilité, la localisation des succès et des revers : en un mot, tout ce qui est arrivé.

au delà de la Meuse, on a nourri ensuite l'espoir également chimérique qu'elle ne dépasserait pas Maubeuge, et que cette place serait ainsi le point d'appui d'extrême gauche de nos armées.

Mais la marche débordante des masses allemandes fit rapidement crouler ces illusions, et, comme on n'avait rien prévu et rien organisé de ce côté, il fallut bien se résigner à la longue retraite dans laquelle fut englobée la division que nous commandions, retraite qui amena les Allemands dans la région de Paris aux premiers jours de septembre, et dont les conséquences n'ont été conjurées, en partie du moins, que par le « rétablissement » de la Marne.

Notre intention n'est pas d'écrire une

relation de cette bataille, sans précédent dans l'histoire militaire, qui enraya l'invasion et la contraignit à un recul malheureusement trop limité. Nous nous bornerons à en exposer la genèse, en nous appuyant sur des documents authentiques, irrécusables, dont quelques-uns n'ont pas encore été produits, et avec l'unique souci de la recherche de la Vérité.

LA GENÈSE
DE LA
BATAILLE DE LA MARNE

Dès le lendemain du commencement de la retraite qui suivit Charleroi, l'instruction générale du 25 août 1914 (22 heures) orientait nos armées dans le sens d'une reprise d'offensive qui devait se produire sur la Somme. Chose digne de remarque : cette instruction plaçait en arrière de la Somme les éléments d'extrême gauche, le groupement de forces nouvelles et l'armée anglaise, et elle mettait la 4e armée (sauf cas d'im-

possibilité) en arrière de l'Aisne, sans qu'aucune mention fût faite de l'organisation des têtes de ponts indispensables au débouché ; il y a là une analogie suggestive avec les dispositions que nous retrouverons le 1er et le 2 septembre établissant les troupes pour la contre-attaque derrière la Seine et l'Aube. Dans les deux cas, les dispositions prises vont à l'encontre du but ; au fond, elles étaient *nettement défensives ;* le § 11 de l'instruction du 25 août — « Toutes les positions indiquées devront être organisées avec le plus grand soin, *de manière à pouvoir offrir le maximum de résistance à l'ennemi* », — ne le prouve-t-il pas ?

D'ailleurs, il semble que personne n'ait songé à se conformer aux desseins du

grand quartier-général, et que celui-ci ne se soit pas autrement ému de ce que ses ordres n'eussent pas été suivis, ce qui donnerait à penser que ce projet était exclusivement destiné à calmer les inquiétudes du gouvernement et de l'armée française.

En fait, il était mort-né ; aucune tentative de réalisation ne se produisit, et le recul continua sur tout le front.

LE RECUL SUR LA SEINE

Un deuxième projet fut l'objet de l'Instruction générale du 1er septembre et de la note secrète du 2, que nous reproduisons ci-après :

GRAND QUARTIER-GÉNÉRAL
DES
ARMÉES DE L'EST
—
ÉTAT-MAJOR
—
3e Bureau

Au Grand Quartier-Général
le 1er septembre 1914
—

INSTRUCTION GÉNÉRALE N° 4

I. — Malgré les succès tactiques obtenus par les 3e, 4e et 5e armées dans la région de la

Meuse à Guise, le mouvement débordant effectué par l'ennemi sur l'aile gauche de la 5e armée, insuffisamment arrêté par l'armée anglaise et par la 6e armée, oblige l'ensemble de notre dispositif à pivoter sur notre droite.

Dès que la 5e armée aura échappé à la menace d'enveloppement prononcée sur sa gauche, l'ensemble des 3e, 4e et 5e armées reprendra l'offensive.

II — Le mouvement de repli peut conduire les armées à se retirer un certain temps dans la direction générale N. S.

La 5e armée, à l'aile marchante, ne doit en aucun cas laisser l'ennemi saisir sa gauche; les autres armées, moins pressées dans l'exécution de leur mouvement, pourront s'arrêter, faire face à l'ennemi, et saisir toute occasion favorable pour lui infliger un échec.

Le mouvement de chaque armée doit être tel qu'il ne découvre pas les armées voisines, et les commandants des armées devront constamment se communiquer leurs intentions, leurs mouvements, et leurs renseignements.

III. — Les lignes séparant les zones de marche des différentes armées sont les suivantes :

Entre la 5e et la 4e armée (détachement Foch) :

Route Reims — Epernay (à la 4e armée) — route Montmort — Sézanne — Romilly (à la 5e armée).

Entre la 4e et la 3e armée :

Route Grand'Pré — Sainte-Menehould — Revigny (à la 4e armée).

Dans la zone affectée à la 4e armée, le détachement d'armée du général Foch se tiendra en liaison constante avec la 5e armée, l'intervalle compris entre ce détachement et la 4e armée étant surveillé par les 7e et 9e divisions de cavalerie relevant de la 4e armée, et appuyées par des détachements d'infanterie fournis par cette armée.

La 3e armée effectuera son mouvement à l'abri des Hauts-de-Meuse.

On peut envisager comme limite du mouvement de recul, et sans que cette indication im-

plique que cette limite devra être fortement atteinte, le moment où les armées seront dans la situation suivante :

Un corps de cavalerie, de nouvelle formation, *en arrière de la Seine* ;

5e armée, *en arrière de la Seine*, au sud de Nogent-sur-Seine ;

4e armée (détachement Foch), *en arrière de l'Aube*, au sud d'Arcis-sur-Aube ;

4e armée, *en arrière de l'Ornain*, à l'est de Vitry ;

3e armée, au nord de Bar-le-Duc.

La 3e armée serait à ce moment renforcée par les divisions de réserve qui abandonneront les Hauts-de-Meuse (1) pour participer au mouvement offensif.

(1) C'est ainsi que paraît une première fois l'idée de l'abandon des Hauts-de-Meuse ; elle devait être reprise à la fin de septembre par le grand quartier-général qui ne laissa sur ces importantes positions que des forces insuffisantes, pour transporter le reste par voie ferrée sur Sainte-Menehould. Accourant aussitôt en forces considérables, les Allemands s'empa-

Si les circonstances le permettent, des fractions des 1re et 2e armées seraient appelées en temps voulu pour participer à l'offensive; en-

rèrent sans difficulté des Hauts-de-Meuse et de Saint-Mihiel ; suivis d'équipages de siège, ils bombardèrent les forts de Troyon, des Paroches et du camp des Romains ; ce dernier tomba entre leurs mains, et une tête de pont fut organisée par eux en avant de Saint-Mihiel. Le grand quartier-général fit rebrousser chemin aux troupes qu'il avait retirées, et, pour reprendre le terrain perdu, on entreprit une série d'opérations meurtrières qui n'aboutirent à aucun résultat. La voie ferrée Verdun — Saint-Mihiel — Lérouville était perdue pour nous ; dès lors, le ravitaillement de Verdun devint précaire, comme on ne s'en aperçut que trop lors de l'attaque allemande de février 1916, la ligne Châlons — Sainte-Menehould — Verdun étant bombardée à Aubréville, et celle de Verdun à Bar-le-Duc, par Souilly, étant à voie étroite et unique. On avait négligé de faire une dérivation à Aubréville, et de transformer la ligne de Verdun — Bar-le-Duc en ligne à voie normale. Pourtant c'eût été là un travail autrement profitable que la réfection du viaduc de Dannemarie, en Alsace, à 8 kilomètres

fin, les troupes mobiles du camp retranché de Paris pourraient également prendre part à l'action générale.

J. JOFFRE.

GRAND QUARTIER-GÉNÉRAL
DES
ARMÉES DE L'EST
—
ÉTAT-MAJOR
—
3e Bureau
—
N° 3463

Au Grand Quartier-Général
le 2 septembre 1914
—
Personnel et secret

NOTE POUR LES COMMANDANTS D'ARMÉES

Le plan d'opérations qui a motivé l'envoi de l'instruction n° 4 vise les points suivants :

A. — Soustraire les armées à la pression de

des lignes allemandes, proximité qui amena, ce qui était facile à prévoir, la destruction de cet ouvrage (par une pièce de 420) aussitôt que les travaux furent terminés.

l'ennemi, et les amener à s'organiser et à se fortifier dans la zone où elles s'établiront en fin de repli.

B. — Etablir l'ensemble de nos forces sur une ligne générale marquée par Pont-sur-Yonne, Nogent-sur-Seine, Arcis-sur-Aube, Brienne-le-Château, Joinville (1) sur laquelle elles se complèteront par des envois des dépôts.

C. — Renforcer l'armée de droite par deux corps prélevés sur les armées de Nancy et d'Epinal.

D. — A ce moment, passer à l'offensive sur tout le front.

E. — Couvrir notre aile gauche par toute la cavalerie disponible entre Montereau et Melun.

F. — Demander à l'armée anglaise de participer à la manœuvre : 1° en tenant la Seine de Melun à Juvisy ; 2° en débouchant sur le

(1) Par modification à la ligne indiquée au paragraphe 4 de l'instruction générale n° 4.

même front lorsque la 5e armée passera à l'attaque.

G. — Simultanément, les garnisons de Paris agiront en direction de Meaux.

J. Joffre.

LES INTENTIONS RÉELLES DU COMMANDEMENT

« *Soustraire les armées à la pression de l'ennemi* ». — Pour nous, c'était là, et avant tout, le but que se proposait d'atteindre le général en chef en poussant la retraite jusque derrière la Seine. Il n'avait pas été sans se dire que, au demeurant, nous n'étions pas seuls, que les Russes étaient de la partie, et que, pour ne rien compromettre, le mieux était de se réserver jusqu'au moment où leur marche victorieuse sur Berlin viendrait obliger une bonne partie des armées

allemandes à lâcher prise pour se retourner contre eux. Alors seulement le moment serait venu d'une reprise d'offensive qui se trouvait ainsi ajournée à une date indéterminée; en attendant, on serait en bonne posture *défensive* (1) derrière la Seine et

(1) Le général Joffre, commandant en chef, avait « à ce moment (4 septembre 1914) l'intention de continuer la retraite générale jusqu'à la Seine, *et de prendre une position défensive derrière le fleuve* ». (Général Bonnal, *Les conditions de la guerre moderne*).

Analysant l'ouvrage du général prussien von Bernhardi, « *La guerre d'aujourd'hui*, » le général Bonnal écrit encore dans le même ouvrage : « Le gé-« néral penche à croire que le parti vaincu, cédant et « reculant devant la loi du vainqueur, *exécutera une* « *défense de position pour arrêter l'ennemi et gagner du* « *temps*.

« *C'est ce qu'allaient faire nos armées, après leur* « *échec de Charleroi suivi de leur retraite vers le sud,*

l'Aube, et, à tout événement, si les effets de l'offensive russe tardaient à se faire sentir, on aurait derrière soi la ligne Briare — Morvan — Dijon — Besançon, sur laquelle il est notoire qu'un recul éventuel, ne pouvant manquer de procurer le temps nécessaire, fut entrevu.

En vérité, c'était se faire des illusions sur la capacité des armées russes qu'on aurait dû mieux connaître, et sur l'avenir de leur marche en Prusse orientale ; mais ces illusions sont indéniables ; elles ressortent de divers documents émanant du grand quartier-général, qui montrent quelles espé-

« quand le combat de l'Ourcq, engagé inopinément le « 5 septembre par l'armée de Paris, provoqua une « grande bataille, laquelle se termina le 12 par la « victoire de la Marne ».

rances on y fondait sur les succès décisifs des troupes du tzar pour nous dégager de l'étreinte allemande:

COMMUNIQUÉ
du 24 août 1914, au matin.

... La grande bataille entre le gros des forces françaises et anglaises et le gros des forces allemandes continue. Pendant que cette action se poursuit dans laquelle *nous avons l'importante mission de retenir la presque totalité des armées ennemies, nos alliés de l'Est obtiennent de gros succès dont les conséquences doivent être considérables.*

Au moment où ce communiqué était rédigé, on savait, au grand quartier-général, que les choses menaçaient de mal tourner en Belgique; aussi s'empressait-on de re-

présenter notre tâche comme étant, par le fait, subordonnée, et consistant en une sorte d'accrochage én grand pour permettre la victoire décisive des armées russes.

COMMUNIQUÉ
du 24 août 1914, 15 heures.

... Nos opérations ont permis à la Russie d'entrer en action et de pénétrer jusqu'au cœur de la Prusse orientale...

COMMUNIQUÉ
du 25 août, 15 heures.

... Pendant ce temps, les Russes marchent par les chemins de la Prusse orientale, et l'Allemagne est envahie...

BULLETIN DE RENSEIGNEMENTS DU G. Q. G. Nº 54
28 août 1914, 19 heures.

... V. — Russie. — L'offensive russe a continué avec succès sur tout le front. Les troupes allemandes de la Prusse orientale sont en pleine retraite sur Kœnigsberg et Allenstein, et ont dû céder aux Russes la plupart des passages de l'Alle...

BULLETIN DE RENSEIGNEMENTS DU G. Q. G. Nº 58
30 août 1914, 19 heures 30.

... VI. — Russie. — Les Russes occupent la Prusse orientale. Ils masquent les forteresses par des troupes actives et des formations de réserve. Le gros des armées est transporté à l'Ouest par les voies les plus rapides et prononce de plus en plus son offensive sur Berlin. En Galicie, la grande bataille commencée depuis plusieurs jours continue dans de bonnes conditions...

De plus, nous tenons de source absolument sûre que, au cabinet du ministre de la guerre, un officier dont l'opinion ne pouvait être que le reflet des informations venant du grand quartier-général, déclarait formellement, dans les derniers jours d'août 1914, que « la situation se trouvait compromise par la faute des troupes, qui s'étaient mal battues : il n'y avait plus d'espoir que dans les Russes qui, heureusement étaient victorieux sur toute la ligne » (1).

(1) Le *Correspondant* du 10 septembre 1919 a publié un journal rédigé par M. Maurice Tassin, très notable habitant de Bar-sur-Aube, lequel, ayant abrité le grand quartier-général pendant quelques jours, avant la bataille de la Marne, raconte qu'il ne put s'empêcher de dire au général en chef : « Mais, mon général, il n'y a donc plus d'armée française ? Va-t-elle donc retraiter jusqu'à la Loire et à la Garonne ? »

Il fallait que le général en chef fût bien décidé à éviter toute action décisive jusqu'au moment où les victoires russes viendraient le dégager, pour qu'il eût pris les dispositions contenues dans les ordres des 1er et 2 septembre, car elles avaient le grave inconvénient de sacrifier Paris.

Déjà, le 28 août, conformément à l'avis émis par lui, la décision d'abandonner la capitale, devenant *ville ouverte*, avait été prise par le gouvernement.

C'était méconnaître l'opinion de Vauban : « Paris est aussi nécessaire à l'existence de

A ces questions, qui se pressaient, le général répondit à mi-voix : « Monsieur, quand on saura la vérité, on sera indulgent pour nous ». Et un officier d'ordonnance intervint pour ajouter : « Monsieur, nous avons affaire à un ennemi qui a un moral et une organisation supérieurs ».

« la France que le cœur l'est à l'existence « de l'homme », et celle de Napoléon : « Une grande capitale est la patrie de l'élite « de la nation ; c'est le centre de l'opinion, « c'est le dépôt de tout. C'est la plus grande « des inconséquences de laisser un point « aussi important sans défense immé- « diate. »

Heureusement, cette mesure, grosse de conséquences désastreuses, fut rapportée le 30, sur les instances de représentants de la capitale et de certains ministres, M. Briand, entre autres.

Il n'en est pas moins vrai que la retraite de nos armées en arrière de la Seine et de l'Aube laissait Paris, dont l'organisation défensive présentait tant de lacunes, exposé aux entreprises des armées allemandes mu-

nies d'un formidable matériel de siège auquel aucun de ses ouvrages permanents ne pouvait résister.

Certes, l'annonce d'une reprise générale d'offensive devant succéder à la retraite, en même temps qu'elle apaisait les angoisses gouvernementales, était de nature à rassurer l'armée dont le moral commençait à se ressentir d'une renonciation persistante qui lui donnait peu à peu le sentiment de la supériorité de l'adversaire.

C'est dans ce but, sans doute, qu'on avait pris soin de spécifier, dans l'instruction du 1er septembre, que « l'indication de la li-« mite du mouvement de repli n'impliquait « pas qu'elle dût être forcément atteinte. »

Ce qui nous autorise à penser que cette réconfortante restriction n'était que

de pure forme, c'est que, le lendemain même, la note secrète du 2 assignait au repli de le 3e armée, non plus la région au nord de Bar-le-Duc, mais celle de Joinville, portant ainsi, d'un bond, la droite du dispositif à 50 kilomètres plus en arrière.

C'était pourtant là un mouvement essentiellement dangereux pour nos armées de Lorraine et d'Alsace, car, si nous venions à perdre la bataille entre Pont-sur-Yonne et Joinville, la retraite de la 3e armée ne pourrait se faire que sur Chaumont, en découvrant sur leur gauche nos 1re et 2e armées demeurées à l'Est et au Nord de Nancy ; elles eussent donc couru le risque d'être prises à revers, coupées de la direction Epinal-Besançon. Une véritable catastrophe pouvait en résulter, puisqu'elles se

seraient trouvées dans une situation analogue à celle de Bourbaki après la bataille d'Héricourt.

Ce qui prouve aussi péremptoirement que le général en chef était irrévocablement décidé à se mettre à l'abri derrière la Seine et l'Aube, c'est la fin de non-recevoir qu'il opposa, ainsi qu'on le verra plus loin, au maréchal French lorsque celui-ci lui proposa, le 1er septembre, de faire face à l'ennemi sur la Marne, et le refus auquel se heurta d'abord Galliéni lorsque, le 4, il vint lui offrir l'occasion aussi favorable qu'inespérée de reprendre l'offensive entre la Marne et la Seine, au lieu d'aller se réfugier derrière la Seine.

Nous avons maintenant à examiner si les

dispositions de l'instruction générale du 1er septembre, et celles de la note secrète du 2, étaient adéquates à l'idée d'une reprise d'offensive.

Si le commandant en chef avait eu réellement l'intention de déclancher une riposte, se serait-il formé derrière deux cours d'eau, grevant ainsi bénévolement les débuts de l'opération qu'il méditait du franchissement de deux sérieux obstacles, qui les rendront bien aléatoires ?

Il lui faudra, en tout cas, combattre, dès les premiers pas, dans la plus détestable situation tactique qui soit : avec fleuve et rivière immédiatement à dos.

La position qu'il choisit n'est, en réalité, qu'une position défensive, car il est incontestable que, si on se place derrière des cours

d'eau importants, ce n'est que pour s'y défendre, ce n'est jamais pour attaquer (1), surtout quand on a devant soi des armées puissantes, jusque là victorieuses, pourvues d'une artillerie lourde de campagne dont les effets — on n'a été que trop à même de les apprécier — ne peuvent plus être niés, et qui, en position sur l'autre rive, concentrera son feu sur d'étroits passages, sans pouvoir même être contre-battue par nos pièces de campagne et nos quelques rares et vieux canons lourds, en raison de la portée inférieure de ces bouches à feu.

(1) En 1814, Napoléon n'a utilisé les barrières fluviales que comme positions défensives sur lesquelles ses lieutenants contenaient une des armées ennemies, pendant qu'il manœuvrait offensivement contre l'autre.

Sans doute, dans toutes les guerres, il s'est produit des attaques contre un adversaire en position de l'autre côté d'un cours d'eau ; seulement, dans ces cas-là, le champ de bataille avait été choisi non *par l'assaillant*, qui s'en serait bien passé, mais par le défenseur qui le lui imposait parce qu'il y trouvait avantage.

Celui des deux adversaires qui dispose de la plus puissante artillerie *de fort calibre et à longue portée* est maître d'interdire ou de s'ouvrir le passage. Or, précisément, cette condition de succès était remplie par les Allemands au mois de septembre 1914.

Il n'y a que deux manières d'utiliser une barrière fluviale en vue d'une reprise d'offensive après une retraite, en combinaison avec le débouché d'une attaque dans le

flanc de l'adversaire sur la rive dont celui-ci est maître.

Ou on livrera, au début, une bataille défensive, sous la protection du cours d'eau, pour ne passer à la contre-attaque qu'après l'échec de l'offensive ennemie, et, si possible, au moment où la manœuvre latérale commencera à faire sentir ses effets.

Ou bien on s'établira à une certaine distance du fleuve pour ne prendre l'offensive qu'au moment où une partie seulement des forces de l'adversaire aura passé l'eau, l'attaquant ainsi du fort au faible, avec tous les moyens qu'on possède, alors qu'il ne dispose que d'une partie des siens. Le point délicat de cette méthode, suivant le mot si fin de l'Empereur François à l'Ar-

chiduc Charles, le jour de la bataille de Wagram, est de « ne pas laisser passer trop d'ennemis. »

Mais, passer à l'offensive devant un ennemi intact, après s'être collé au cours d'eau, c'est là une opération irréalisable.

Dans le cas particulier où nous avait mis le long recul qui avait suivi Charleroi, n'avait-on pas la certitude de trouver l'ennemi fortement organisé sur la rive nord quand on voudrait soi-même déboucher de la rive sud ? Il nous avait suivi pas à pas dans notre retraite ; or, la note du 2 septembre prescrivait que nos armées auraient à « s'organiser et à se fortifier dans la zone où elles s'établiraient en fin de repli, et à s'y compléter par des envois des dépôts ». Ces opérations ne pouvaient manquer de

prendre quelques jours pendant lesquels les Allemands auraient disposé eux-mêmes du temps nécessaire pour se mettre en mesure de s'opposer à tout revirement de notre part, si jamais nous venions à tenter de forcer le passage du fleuve du sud au nord, après l'avoir effectué volontairement du nord au sud.

Forts de la protection que leur eût conférée le cours d'eau, ils auraient été maîtres, en marquant un temps d'arrêt dans leur marche offensive, d'attaquer, avec des forces prélevées sur l'ensemble pour quelques jours, certains points des fronts nord et est de Paris, incapables, nous l'avons dit, de résister à leurs pièces de siège ; nos armées d'opérations, ayant abandonné la capitale à elle-même, se fussent trouvées hors d'état d'intervenir.

Qui sait si les Allemands, grâce à leur supériorité écrasante en artillerie lourde, n'auraient pas attaqué et réduit nos troupes à la défensive, dès leur arrivée sur la Seine ?

Qui sait si, devant un adversaire qui eût sans doute compris l'intérêt qu'il avait à accentuer la poursuite au moment où nous allions avoir à écouler nos masses par les ponts de deux cours d'eau, qui sait si le passage ne se fût pas accompli pour nous dans des conditions désastreuses, qui eussent empêché toute offensive ultérieure ?

En dernière analyse, quand on veut être à même de prendre l'offensive avec une armée réunie derrière un cours d'eau, il est de règle de se ménager de vastes et profondes têtes de ponts. C'est là une nécessité

sur laquelle insiste Napoléon dans sa correspondance avec le Vice-Roi d'Italie, relative à la ligne de l'Elbe, au printemps de 1813 ; l'importance des principes qu'il pose est encore accentuée par la portée de l'artillerie actuelle ; il faut être maître, et à très grande distance, du terrain en avant des points de passage, sur la rive où l'on veut déboucher : c'est là une condition *sine qua non.*

Or, il n'est question d'aucune organisation de cette nature dans les instructions du commandant en chef ; il n'aurait certainement pas manqué d'en faire mention, s'il avait eu l'intention d'y avoir recours, car le temps pressait, l'armée devant être sur la Seine le 6 septembre au plus tard. Toute la cavalerie elle-même, pourtant

indispensable à la conservation du contact, devait repasser en arrière du fleuve.

On peut dire que le général en chef se mettait, par les dispositions qu'il prenait, dans l'impossibilité absolue de prononcer l'offensive qu'il avait annoncée, et nous ne pouvons que partager cette opinion du général Bonnal (1) : « Si, mettant son plan à exécution, le général Joffre s'était retiré derrière la Seine et l'Aube, jamais il n'aurait pu lés repasser. »

(1) En 1913, le général Bonnal écrivait : « Le général Joffre, vice-président du Conseil supérieur de « la guerre, ne peut avoir acquis, aux abords de la « vieillesse, des connaissances et une expérience des « choses de la stratégie et de la tactique générale qui « lui faisaient à peu près complètement défaut lors- « qu'il est arrivé au généralat. » (Général H. Bonnal — *Questions de critique militaire et d'actualité* — Paris, Librairie Chapelot, 1913).

Telle est bien la conclusion de toute cette discussion. Nous la complèterons en disant que le général Galliéni, de son côté, ne s'y est pas trompé. Lorsque, le 4 septembre, après avoir réclamé des instructions, il reçut communication des ordres du commandant en chef, il s'écria, vivement ému, devant son chef d'état-major ; « Mais, s'il passe la Seine, jamais il ne la repassera ; il ne peut y avoir de reprise d'offensive qu'entre Seine et Marne. » (1)

Ce qu'on ne saurait contester, c'est que, si rien n'était venu modifier le plan du général en chef, la retraite de nos armées eût continué jusqu'en arrière de la Seine et de l'Aube, conformément aux instruc-

(1) Voir à ce propos, à l'appendice, un intéressant extrait des *Mémoires* du Maréchal de Villars.

tions des 1er et 2 septembre, avec toutes les conséquences que nous avons exposées, y compris, très vraisemblablement, la chute de Paris.

On a avancé que le général Joffre avait médité d'encadrer sa reprise d'offensive entre « les deux piliers inébranlables » de Paris et de Verdun (1). Mais de quel degré

(1) Un journaliste (cité par Gustave Le Bon) a écrit, en parlant du général Joffre : « Sa méthode se révèle « tout entière dans la préparation de la bataille de la « Marne. Tous les ordres écrits de sa main étaient « déjà prêts le 27 août pour l'action qui commença le « 5 septembre. Ils avaient tout prévu et réglé les « diverses phases de la bataille, une par une, comme « les pièces d'un mécanisme délicat qui, à l'heure « dite, se met en marche comme un mouvement d'hor- « logerie. » Voilà de quoi justifier l'ironie du *Journal de Genève* écrivant, le 18 décembre 1914 : « En France, « beaucoup de gens sont encore convaincus que le

de résistance étaient capables ces deux « piliers inébranlables » ? Abandonnés à eux-mêmes, ils étaient voués au sort de Maubeuge, puisque le plan du général en chef ramenait nos armées de gauche à plus de 60 kilomètres au sud-est de Paris, et notre armée de droite à plus de 80 kilomètres au sud-ouest de Verdun, distances comptées à vol d'oiseau.

Si ces deux places ne se sont pas trouvées isolées, c'est-à-dire perdues, ce fut par suite de l'initiative que prirent le gouverneur de Paris et le commandant de la 3e armée.

Que se passa-t-il donc ? Comment se

« chef de l'armée française était décidé, dès le début « de la guerre, à attirer l'ennemi sur Paris afin de le « battre sur la Marne ! »

produisit ce revirement imprévu *qui rendit caduques*, le 4 septembre, toutes les prescriptions du général en chef, qui arrêta la retraite, qui aboutit enfin à cette victoire de l'Ourcq, dont la victoire de la Marne ne fut que la conséquence ?

LE GOUVERNEUR DE PARIS ET LE GÉNÉRAL EN CHEF

Ici apparaît la grande figure de Galliéni, non seulement avec sa lucidité, sa décision de *véritable homme de guerre*, mais encore avec l'abnégation, le dévouement, la hauteur d'âme du grand patriote qui subordonne son intérêt particulier à l'intérêt général.

Nommé gouverneur de Paris, le 26 août, il avait compris combien la situation était grave. Néanmoins, il prit, avec une activité

inlassable, toutes les mesures nécessaires pour remédier, dans la limite du possible, aux imperfections et aux lacunes de la défense, ordonnant les travaux les plus urgents, l'armement des batteries, l'établissement de tranchées, de réseaux de fils de fer, etc...

Par son attitude, par sa laconique proclamation, il ramena le calme et la confiance.

Mais un chef de son expérience ne pouvait s'y tromper : Paris avait besoin, pour être efficacement défendu, d'une armée d'opérations mobile. Aussi en demanda-t-il la création au ministre de la guerre, faisant valoir que, à côté de quatre divisions territoriales manquant d'entraînement et de cohésion, insuffisamment outillées, mal

encadrées, la défense mobile ne comptait qu'une brigade de fusiliers-marins, « composée d'éléments très solides mais ne constituant pas encore une troupe de manœuvre », dix compagnies de zouaves, et trois groupes de batteries de sortie !

En conséquence, la 6e armée, créée le 27 août dans la région d'Amiens, sous les ordres du général Maunoury, fut mise à sa disposition.

Elle se composait du 7e corps d'armée, où toutefois la 63e division de réserve remplaçait la 13e division active restée dans l'est, et des 55e, 56e, 61e, 62e divisions de réserve. Les quatre divisions de réserve formaient deux groupes, dont l'un, commandé par le général de Lamaze, avait beaucoup souffert en Lorraine ; d'abord transporté par le chemin

de fer au sud d'Amiens vers la fin du mois d'août, il rétrograda ensuite en deux longues et fatigantes étapes jusque vers Dammartin (20 kil. au nord de Lagny) ; il y arriva le 3 septembre.

Le 7e corps (général Vautier), après avoir été fortement engagé en Alsace, avait été également amené par voie ferrée au sud d'Amiens ; de là, le 2 septembre, il se replia vers la région de Dammartin, où il arriva le 3.

La brigade Ditte (infanterie marocaine) lui fut adjointe.

Le groupe Ebener (61e et 62e divisions), fortement éprouvé au combat de Cambrai, avait battu en retraite sur Paris, et devait arriver très ébranlé, le 4 septembre, à Pontoise. C'est à son sujet que le général Joffre

écrivait, le 3 septembre, au général Galliéni : « J'espère que les divisions de réserve (61e et 62e) ne tarderont pas à *reprendre quelque consistance.* »

La 6e armée fut complétée par la 45e division venue d'Afrique (général Drude), laquelle était cantonnée au sud de Paris, dans la région de Bourg-la-Reine, et par le 4e corps (Général Boëlle), qui, après avoir perdu beaucoup de monde en Lorraine, devait débarquer très épuisé, du 3 au 6 septembre, à Gagny ; le 6 septembre, un des divisionnaires écrivait au général Galliéni que sa division « était dans un tel état de fatigue et de délabrement qu'on risquait de la désorganiser si on l'engageait sans lui avoir donné un repos de 48 heures. »

Mentionnons aussi la brigade de cava-

lerie Gillet, très fatiguée par la retraite qui avait suivi Charleroi, et le 1er corps de cavalerie commandé par le général Sordet : il comprenait 3 divisions que des randonnées en Belgique et la retraite sur Paris avaient mises en fâcheux état.

Le 5 septembre, il se trouvait à l'ouest de Paris, au sud de la Seine et au sud-ouest de Meulan (1).

La 6e armée était donc constituée par des éléments fatigués, incomplets, très ébranlés. Ceux qui revenait d'Amiens avaient eu à repousser, au nord de Clermont (Oise), l'attaque d'un corps de cavalerie allemande, le 1er septembre.

(1) Ces détails sont empruntés à la remarquable étude du général Bonnal sur la bataille de l'Ourcq, parue dans la *Renaissance.*

Il n'y a donc pas lieu de s'étonner que la 6e armée ne se soit pas trouvée en état « d'arrêter le mouvement débordant effectué sur l'aile gauche de la 6e armée », comme le constate l'instruction générale du 1er septembre. Des agglomérations de ce genre ont besoin d'être reposées, refaites, avant d'être engagées à nouveau.

C'est ce que s'efforça de faire Galliéni, dès l'arrivée sous Paris de l'armée Maunoury. « Je me suis occupé de reconstituer en deux jours l'armée de Paris (6e armée) qui m'arrivait assez mal en point », écrivit-il, le 11 septembre, au ministre de la guerre.

Le 2 septembre, un ordre ministériel plaçait le camp retranché de Paris sous les ordres du général en chef, « dans les conditions prévues par l'article 144 du règle-

ment sur la conduite des grandes unités, et l'article 151 du décret sur le service des places, afin de permettre, le cas échéant, d'associer la garnison mobile de la place aux opérations des armées de campagne, sans que cette garnison pût être éloignée de la place à une distance trop grande pour en compromettre la sécurité. »

Avec un gouverneur d'une portée d'esprit ordinaire, préoccupé avant tout de ses responsabilités spéciales, des conflits eussent pu se produire avec le général en chef au sujet de cette distance à laquelle les troupes de la défense mobile pouvaient être éloignées sans inconvénient.

Rien de semblable n'était à craindre de la part de Galliéni, animé au plus haut point de l'esprit de solidarité.

Dès le 1er septembre, avant d'être subordonné au général en chef au point de vue de l'ensemble des opérations, il pensait à agir au bénéfice de nos armées en retraite, et il écrivait au maréchal French : « Je « vous envoie les dispositions que je viens de « prendre, afin que vous soyez bien orienté « à ce sujet, pour couvrir les fronts nord et « est de Paris, et *d'autre part pour attirer « sur nous les corps qui assaillent le flanc « gauche de notre armée.* »

Chargé, à ce moment, de l'unique mission de la défense de Paris qu'on pouvait considérer comme menacé d'une attaque à brève échéance, il avait d'autant plus de mérite à vouloir consacrer une partie de ses forces à dégager la 5e armée, que les troupes dont il disposait lui-même, numé-

riquement insuffisantes, étaient loin d'être en forme.

Chose bien faite pour surprendre, il n'avait pas été mis au courant des opérations de l'armée anglaise, évoluant pourtant dans la région parisienne, car il écrivait le 2 septembre au général en chef :

« Le Maréchal French demande l'appui des
« troupes du camp retranché de Paris. J'ai
« l'impression qu'il va reculer encore, sans se
« soucier ni de Paris, ni de la mission que vous
« lui avez donnée, *et que je ne connais pas.* »

D'ailleurs, malgré la décision ministérielle du 2 qui l'avait mis aux ordres du commandant en chef, celui-ci n'avait pas montré grand empressement à entrer en

communication avec son nouveau subordonné, lequel lui écrivait le 3 :

« J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien
« me donner vos instructions sur le rôle que
« vous entendez assigner au camp retanché de
« Paris et à l'armée de Paris dans vos opéra-
« tions. »

Le général Joffre lui répondit le lendemain :

G. Q. G. le 4 septembre 1914. 2 h. 55.

« En réponse à votre lettre n° 622, du 3 sep-
« tembre 1914, j'ai l'honneur de vous faire
« connaître qu'il n'est pas dans mes intentions
« d'associer les troupes territoriales du camp
« retranché de Paris aux opérations des armées
« de campagne dans le voisinage de la Place,
« en raison de la faible capacité manœuvrière

« de ces troupes. Par contre, je me réserve de « vous demander la participation des troupes « actives et de réserve de la garnison à ces opé- « rations, particulièrement pour agir dans la « direction de Meaux, lors de la reprise d'of- « fensive prévue par l'instruction n° 4 et la « note n° 3463, dont je vous adresse ci-joint « un exemplaire. »

Donc, le 4 septembre, à 3 heures du matin, le général en chef s'en tenait toujours à son projet de retraite derrière la Seine qu'il communiquait enfin au gouverneur de Paris; ainsi l'action éventuelle des troupes du général Maunoury, en direction de Meaux, ne devait se produire qu'après que nos armées se seraient établies, fortifiées, renforcées au sud de la Seine et de l'Aube, c'est-à-dire lors d'une reprise d'offensive qui, de ce fait, deviendra irréalisable, et qui, en fin de

compte, n'a été prononcée entre Marne et Seine, c'est-à-dire là où elle était exécutable, que grâce à l'initiative et aux instances du Gouverneur de Paris.

D'ailleurs, les 1er et 2 septembre, le général en chef était-il fondé à compter d'une façon ferme sur la coopération de l'armée de Paris ?

— Nullement. A cette date, on ignorait, en effet, que les Allemands venaient de prélever sur leurs armées de l'Ouest deux corps d'armée pour les reporter contre les Russes. Nous ignorons s'il est exact, comme on l'a prétendu, que cette décision ait été prise par le Kaiser lui-même, contrairement à l'avis du chef d'état-major général. En tout cas, ce fut là une des plus lourdes fautes de nos adversaires ; sans doute, l'inva-

sion de la Prusse orientale, les demandes de secours, l'arrivée de nombreux réfugiés à Berlin, étaient de nature à produire une légitime émotion; mais un commandement maître de ses nerfs n'en eût pas moins persisté à poursuivre l'exécution intégrale du plan judicieux qui consistait essentiellement à nous mettre définitivement hors de cause avant de se retourner contre les Russes.

CHANGEMENTS SURVENUS DANS LA SITUATION

Heureusement pour nous, la retraite rapide de nos troupes, les conditions de désarroi où le mouvement s'exécutait, l'abandon sans combat de positions classiques si faciles à défendre, contribuèrent à donner au haut commandement allemand la conviction que nous étions incapables de réagir après des revers aussi étendus que ceux que nous venions de subir, et qu'il n'y avait aucun inconvénient à se démunir quelque peu en France

pour assurer la défense de la Prusse orientale.

Cette fausse manœuvre contribua grandement au relèvement de nos affaires, en rendant possible ce qui, sans elle, eût été irréalisable.

Qu'on suppose, en effet, le 5 septembre, cinq à six divisions de plus à l'aile droite allemande. Ou Paris sera attaqué, en même temps que la Ire armée exécutera son mouvement d'encerclement contre notre aile gauche. Ou une force suffisante sera disponible pour couvrir, contre les entreprises pouvant déboucher de Paris, l'armée chargée de la manœuvre débordante. Dans l'un et l'autre cas, cette armée ne sera pas réduite à s'affaiblir sur son front pour protéger son flanc droit et sa ligne de communication

contre une attaque française venant de Paris.

De toutes façons, que l'armée de Paris soit immobilisée par une attaque allemande sur le front nord-est, ou qu'elle échoue, dès ses premiers pas, devant un adversaire d'égale force sur l'Ourcq, elle fera défaut à l'ensemble des opérations, et la réunion de circonstances qui a été la cause première de la victoire de l'Ourcq et, par extension, de celle de la Marne ne se réalisera pas.

A la date du 2 septembre, l'éventualité d'une attaque imminente contre Paris était tellement plausible que le général en chef ne pouvait manquer de l'envisager ; ce jour-là, en effet, il écrivait au général Galliéni : « L'appui du général Maunoury *qui doit*

se porter à la défense des fronts nord-est de Paris est toujours assuré à l'armée anglaise sur sa gauche. » Le même jour, il écrivait encore au ministre de la guerre :

« Les forces anglaises participeraient ainsi à *la défense de la capitale,* et leur présence serait pour les troupes du camp retranché un sérieux réconfort ».

Mais, si la 6e armée est absorbée par la défense des fronts nord-est de Paris contre une attaque allemande, elle ne sera pas libre. Dès lors, comment le général en chef peut-il penser qu'elle sera en mesure d'agir en direction de Meaux ? Il est de principe qu'on ne peut compter, pour une manœuvre, sur une troupe aux prises avec l'ennemi, car elle n'est pas disponible ; et

la combinaison du général en chef, déjà fautive par le fait qu'il portait ses armées derrière des barrières fluviales qu'elles n'auraient jamais pu retraverser, pêche par la base en ce qui concerne la coopération de l'armée de Paris.

L'intervention de cette armée est, au contraire, devenue nettement réalisable dans la conception concrète de Galliéni, parce qu'elle était basée sur un fait nouveau, qu'on ne pouvait prévoir ni le 1er, ni le 2 septembre, fait que le gouverneur de Paris entrevit dès le 3, dont il eut la certitude le 4, ainsi qu'on le verra plus loin, fait nouveau résultant de ce que l'état-major allemand, s'étant affaibli sur le front décisif, n'avait plus le moyen de poursuivre sa manœuvre enveloppante et de diriger en

même temps une attaque contre Paris (1), ou même de couvrir cette manœuvre par des forces suffisantes pour lui conférer toute sécurité.

La notion que Paris n'a plus rien à crain-

(1) Cette considération enlève, à notre sens, toute valeur au reproche fait au général Von Klück de n'avoir pas continué sa marche sur Paris, au lieu de s'attacher à déborder la gauche des alliés : ne pouvant faire les deux à la fois, il se conforma aux vrais principes de la stratégie en cherchant à en finir avec les armées d'opérations avant de s'en prendre au camp retranché dont notre défaite en rase campagne ne pouvait manquer d'amener la chute rapide. Sa déconvenue provint de ce qu'il ignorait l'existence de l'armée Maunoury; s'il l'avait su, il eût appelé le corps d'armée resté dans le nord, et qui n'intervint que le 8 septembre ; il eût pu, en outre, s'affaiblir d'une division sans inconvénient, de manière à avoir en flanc-garde, sur l'Ourcq, cinq divisions au lieu de deux, ce qui eût changé la face des choses.

dre pour le moment est si nette dans l'esprit de Galliéni que, dans son ordre du 4 septembre, midi, après avoir indiqué que les armées allemandes ont cessé de marcher sur Paris pour prendre la direction du sud-est, il écrit : « *Dans ces conditions,* « *Paris cessant d'être menacé,* toutes les forces mobiles de l'armée de Paris doivent « manœuvrer de manière à conserver le « contact avec l'armée allemande, et à la « suivre pour se tenir prêtes à participer à « la bataille à prévoir. »

Si l'idée de faire agir la 6e armée en direction de Meaux était absolument logique chez Galliéni, le 3 et 4 septembre, parce qu'il base ses projets sur la constatation que Paris n'est plus menacé, elle était, au contraire, entièrement aléatoire, le 1er sep-

tembre, chez le général Joffre, parce qu'il pensait que Paris allait être attaqué, vu qu'on ne pouvait songer à présenter la défense avec quatre divisions territoriales réparties sur un immense périmètre.

« Si l'armée allemande eût continué à « marcher le 4 dans la direction de Paris, « a fait observer le général Bonnal, elle fût « arrivée ce jour-là sur la ligne Pontoise-« Gonesse, d'où elle pouvait bombarder le « fort de Vaujours. » La destruction totale de cet ouvrage démodé eût été une affaire d'heures.

On remarquera que, le 3 septembre, le général en chef, tout en se proposant depuis deux jours d'associer éventuellement le gouverneur de Paris à une reprise générale d'offensive, n'avait pas encore mis celui-ci

au courant de cette intention ; on n'a pas onblié, en effet, que Galliéni dut lui écrire, au cours de cette journée du 3, pour provoquer l'envoi d'instructions qui ne lui parvinrent que le 4, quand il avait déjà arrêté spontanément le programme qu'il finit par faire prévaloir et qui allait changer la face des choses.

Il était pourtant de la dernière urgence de lui tracer, sans perdre une minute, la ligne de conduite qu'il aurait à suivre, le cas échéant, car sa situation devenait singulièrement complexe : n'allait-il pas avoir à assurer la défense des fronts menacés par suite de l'éloignement de la 6e armée, et en même temps à mettre cette armée à même de participer à l'offensive générale, ce qui ne pouvait manquer de comporter des mesures

de toute nature, des déplacements de troupes, des préparatifs laborieux et qui demandaient du temps ?

Comme la suite de cette étude le démontrera, le plan qu'une parfaite compréhension d'une situation nouvelle fit adopter dès le 3 septembre au gouverneur de Paris, plan essentiellement pratique, était bien sa conception propre, car il était antérieur à l'arrivée de toute instruction du G. Q. G. : l'action de l'armée de Paris, *devenue libre de ses mouvements*, y intervenait en harmonie avec l'idée d'une reprise générale d'offensive, réalisable celle-là, *parce qu'elle devait avoir lieu entre la Marne et la Seine*.

La combinaison de Galliéni était, dans toutes ses données, absolument différente de celle qui figure dans les instructions du

général en chef des 1er et 2 septembre, *d'autant plus qu'elle tendait à une exécution immédiate.*

Avant d'en venir aux communications qui s'établirent entre le commandant en chef et le gouverneur de Paris au cours des journées qui précédèrent les batailles de l'Ourcq et de la Marne, mentionnons la proposition qui fut faite, le 1er septembre, au général Joffre, par le maréchal French, de s'établir sur la Marne pour y arrêter la marche des Allemands.

A cette offre, il fut répondu, le 2 septembre :

En raison des événements qui se sont passés depuis deux jours, je ne crois pas possible d'envisager actuellement une manœuvre d'ensemble sur la Marne avec la totalité de nos forces

Mais j'estime que la coopération de l'armée anglaise à la défense de Paris est la seule qui puisse donner un résultat avantageux, dans les conditions exposées dans la lettre ci-jointe au Ministre de la guerre, dont j'ai l'honneur de vous faire parvenir la copie.

LETTRE AU MINISTRE DE LA GUERRE

J'ai reçu les propositions du maréchal French que vous avez bien voulu me communiquer; elles tendent à organiser, sur la Marne, une ligne de défense qui serait tenue par des forces suffisamment denses en profondeur, et particulièrement renforcées sur le flanc gauche.

Les emplacements actuels de la 5e armée ne permettent pas de réaliser le programme tracé par le maréchal French, et d'assurer à l'armée anglaise, en temps voulu, une aide efficace.

Par contre, l'appui du général Maunoury qui doit se porter à la défense des fronts N.-E. de

la capitale sera toujours assuré à l'armée anglaise. Celle-ci, pourrait, dans ces conditions, tenir sur la Marne pendant quelque temps, puis se retirer sur la rive gauche de la Seine, de Melun à Juvisy. Les forces anglaises participeraient ainsi à la défense de la capitale, et leur présence serait pour les troupes du camp retranché un sérieux réconfort.

Je dois ajouter que des instructions viennent d'être données aux armées (1) pour coordonner leurs mouvements et qu'il pourrait être désavantageux de modifier ces instructions (2). Elles tendent à placer nos troupes dans un dispositif leur permettant de reprendre l'offensive dans un délai assez rapproché.

La date de leur mouvement sera communiquée au maréchal French pour permettre à l'armée anglaise de participer à l'offensive générale.

(1) Les instructions des 1er et 2 septembre.

(2) Galliéni allait s'en charger deux jours plus tard.

Cette lettre mérite de retenir l'attention.

Elle prouve tout d'abord que le général en chef, après avoir parlé d'une reprise d'offensive sur la Somme, ne se souciait nullement de la réaliser quelques jours après sur la Marne. Y eût-il été plus disposé en arrivant sur la Seine? On peut en douter quand on se souvient que l'éventualité d'un repli sur la ligne Briare-Morvan-Dijon-Besançon a été envisagée. (1)

Pour légitimer sa fin de non-recevoir, le général Joffre donne des raisons très contestables. — Le 2 septembre, l'armée

(1) On a même envoyé reconnaître les positions, étudier les travaux à faire. Je tiens de très bonne source ce renseignement qui, d'ailleurs, a été publié sans être l'objet d'un démenti.

anglaise est sur le front Dammartin — Lizy-sur-Ourcq, tandis que notre 5e armée est sur la ligne Epieds — sud de Fère-en-Tardenois — Le Ponsard — Jouy. Rien ne s'oppose donc à ce que, dans la journée du 3, pendant que les Anglais viendront s'établir au sud de la Marne, entre Meaux et La Ferté-sous-Jouarre, la 5e armée (qui s'est effectivement portée ce jour-là au sud de la rivière) s'arrête, après avoir franchi le cours d'eau, et s'établisse à la droite des Anglais, sa droite vers Dormans, le détachement d'armée Foch et le groupe du 10e corps qui le flanquait à gauche s'écoulant sur Epernay, la 4e armée sur Châlons.

Aussi bien n'est-ce pas la valeur du projet qui est en cause : c'est la possibilité de son exécution.

Si l'armée anglaise « participe à la défense de la capitale », si elle lutte sur la Seine « entre Melun et Juvisy », elle ne sera pas plus libre que l'armée Maunoury défendant « les fronts nord-est du camp retranché ». Comment en faire état en vue d'une reprise d'offensive? Quel réconfort sa présence entre Melun et Juvisy pourra-t-elle bien apporter à nos soldats lorsqu'ils combattront à Ecouen, à Louvres, à Dammartin, à Lagny?

Certes, le ministre de la guerre n'a guère été difficile à contenter s'il a accepté semblables explications (1) sans demander des éclaircissements.

(1) Au sujet de la correspondance du général en chef avec le Gouvernement, nous attirons l'attention sur la lettre qu'il écrivait le 7 septembre, de Châ-

Quoiqu'il en ait pu être, nos armées n'en allaient pas moins continuer à marcher « dans la direction générale nord-sud » quand l'entrée en scène de Galliéni vint tout modifier. Il sut voir, comprendre, concevoir, et faire prévaloir sa conception. Puis, après avoir provoqué la manœuvre d'en-

tillon-sur-Seine, au général Galliéni : «... Je vous « serai reconnaissant de ne pas envoyer au Gouver- « nement de renseignements relatifs aux opérations. « Dans les comptes-rendus que je lui envoie, je ne « lui fais jamais connaître le but des opérations en « cours, ni mes intentions, ou du moins, dans ce que « je lui dis, je lui indique les parties qui doivent res- « ter secrètes. En agissant autrement, certaines opé- « rations pourraient parvenir à la connaissance de « l'ennemi en temps utile pour lui. C'est pour cela « que je considère comme indispensable que je sois « le seul à traiter ces questions avec le Gouverne- « ment, parce que je suis plus à même de juger ce « qui peut être dit sans inconvénient. »

semble qui en fut la conséquence, il sut s'y associer dans des conditions de coup d'œil d'activité et d'énergie telles que le succès remporté dans sa zone particulière d'opérations, se propageant de proche en proche sur tout le front, y détermina la victoire.

MESURES PRISES PAR LE GÉNÉRAL GALLIÉNI

Déjà préoccupé, comme on l'a vu, de venir en aide à la 5e armée avant d'avoir été mis sous les ordres du commandant en chef, et bien qu'il n'eût reçu de ce dernier aucune communication, aucun renseignement, ne possédant, par conséquent, que les informations qu'il se procurait par ses propres moyens, il apprit, le 3 septembre, par l'aviation, que les colonnes allemandes

qui avaient jusque-là marché sur Paris semblaient avoir infléchi leur marche vers le sud-est. Déjà, la veille, certaines nouvelles lui avaient permis de le pressentir. — « Eh bien ! s'ils ne viennent pas à nous, nous irons à eux avec tout ce qu'il nous sera possible d'y mettre, » avait-il dit sans hésiter.

Toutefois, il n'y avait pas encore certitude absolue ; en attendant la confirmation d'une nouvelle d'une semblable importance, tous moyens étant mis en œuvre pour se la procurer, il porta à la connaissance de ses sous-ordres ce qu'il venait d'apprendre :

Un corps d'armée allemand, vraisemblablement le 2e, s'est porté de Senlis vers le sud, mais n'a pas poursuivi son mouvement sur Paris, et paraît avoir obliqué vers le sud-est.

D'une manière générale, les forces allemandes qui se trouvaient en face de la 6e armée paraissent s'être orientées vers le sud-est. (*Ordre général* nº 4).

Mais il fallait attendre des données plus positives avant de prendre un parti définitif, et d'engager une manœuvre qu'on pouvait toutefois amorcer par des dispositions préparatoires.

Des ordres furent donnés aux troupes de la 6e armée qui devaient « se faire aussi petites que possible, prendre toutes les mesures voulues pour dissimuler leur présence aux investigations aériennes, éviter tout engagement qui ne serait pas rendu indispensable pour la défense immédiate du camp retranché. »

Le gouverneur rendit compte immédia-

tement au général en chef par téléphone, attirant son attention sur la convenance qu'il y avait à porter la 6e armée vers l'est, par la rive nord de la Marne.

Le lendemain matin, 4 septembre, accompagné du général Clergerie, son chef d'état-major, il se portait aux avant-postes du front nord-est ; il put observer les colonnes allemandes en marche vers le sud-est, et apprit que l'ennemi franchissait la Marne à Trilport (1).

(1) On a raconté que, au commencement de septembre, nos ennemis étaient tellement assurés d'avoir partie gagnée qu'ils ne prenaient plus la peine de chiffrer leurs radiotélégrammes, et ce serait un de ces radiotélégrammes expédié en clair qui, intercepté par la tour Eiffel, aurait apporté la nouvelle du changement de direction de l'armée de von Klück. On ajoute que le général Galliéni se serait d'abord demandé si on

La situation se précisant, il prit immédiatement la décision de porter la 6e armée vers l'est, pour attaquer soit les colonnes

voulait, par ce moyen, endormir sa vigilance ; mais, tout en prenant toutes les précautions nécessaires pour déjouer cette ruse de guerre, au cas où c'en eût été une, il aurait fait surveiller plus étroitement les mouvements de l'ennemi. Et c'est grâce à ce que son attention avait été mise en éveil qu'il avait été éclairé sur les véritables intentions du haut commandement allemand.

La réalité est un peu différente.

Il est exact que la tour Eiffel interceptait beaucoup de radios allemands expédiés en clair : l'état-major du général von Martwitz, commandant la cavalerie de la 1re armée, faisait un usage très fréquent de la télégraphie sans fil, et il ne chiffrait pas ses dépêches soit pour éviter les pertes de temps occasionnées par la traduction, soit parce que, en effet, il jugeait qu'il n'y avait plus rien à craindre de nous, et qu'il pouvait donc ne pas se gêner. Naturellement, on interceptait toutes ces communications, et c'est ainsi qu'un jour, par exemple, le gouvernement militaire de Paris

allemandes qui lui présentaient le flanc, soit la flanc-garde que l'ennemi ne pouvait manquer d'établir pour couvrir leur mouvement.

sut que les chevaux de la cavalerie de la 1re armée allemande ne bougeraient pas pendant deux jours, parce qu'ils étaient fatigués et qu'ils avaient besoin d'être ferrés. On profita du renseignement pour faire bombarder leurs cantonnements par des avions. Mais le seul radio qui ait fait allusion au mouvement de von Klück est du 9 septembre dans la soirée. Il était conçu à peu près ainsi : « *Dites-moi exactement où vous en êtes et ce que vous faites. Hâtez-vous parce que x. x. x.* » Pour ceux qui étaient au courant de la situation, ces trois *x* pouvaient signifier que l'armée battait en retraite. Et c'est bien le sens qu'on leur attribua, à tort ou à raison. En tout cas, la date de cette dépêche suffit à prouver qu'elle ne fut pour rien dans la bataille de la Marne, et ce n'est pas elle qui donna la première nouvelle de la modification apportée à la direction de marche de von Klück. C'est dans l'après-midi du 1er septembre que le colo-

De toute évidence, pour assurer à ce plan les développements qu'il contenait en germe, il était indispensable de manœuvrer par la rive droite (nord) de la Marne, afin de pouvoir envelopper la droite allemande, et la couper de ses communications avec Senlis — Creil — Clermont-sur-Oise.

Dès 9 heures du matin, n'ayant pas reçu d'instructions du G. Q. G. en réponse à ses questions de la veille, il prenait de lui-même les mesures nécessaires, et donnait à la 6e armée l'ordre suivant :

nel Bourdeau, chef du service des renseignements à l'état-major du général Galliéni, eut l'intuition de ce glissement vers la gauche. Le 2 et le 3, l'hypothèse se précisa. Dans la nuit du 3 au 4, on en acquit la complète confirmation.

ARMÉE DE PARIS

—

ÉTAT-MAJOR

—

3e Bureau

—

N° 648 D/3

—

SECRET

Paris, le 4 septembre 1914,
9 heures.

—

LE GÉNÉRAL GALLIÉNI, COMMANDANT LES ARMÉES DE PARIS, A M. LE GÉNÉRAL MAUNOURY, COMMANDANT LA 6e ARMÉE.

En raison du mouvement des armées allemandes qui paraissent glisser en avant de notre front dans la direction du sud-est, j'ai l'intention de porter votre armée en avant, dans leur flanc, en liaison avec les troupes anglaises.

Je vous indiquerai votre direction de marche dès que je connaîtrai celle de l'armée anglaise, mais prenez dès maintenant vos dispositions pour que vos troupes soient prêtes à marcher cet après-midi, et à entamer demain un mouvement général dans l'est du camp retranché.

Poussez immédiatement des reconnaissances de cavalerie dans tout le secteur entre la route de Chantilly et la Marne.

Je mets la 45e division dès maintenant à votre disposition.

Venez, de votre personne, me parler le plus tôt possible.

Le général commandant les armées de Paris.

GALLIÉNI.

En fait, c'était là un ordre préparatoire destiné à mettre la 6e armée en mesure d'agir, au premier signal, dans la direction indiquée.

Mais, pour Galliéni, la manœuvre à laquelle il venait de s'arrêter ne pouvait être féconde en résultats que si elle coïncidait avec une reprise générale d'offensive.

Or, il venait de recevoir la lettre du général en chef, du 4 septembre, 2 h. 55 (matin) portant envoi des instructions du 1er et du 2 ; il estima justement qu'il fallait avant tout mettre un terme au mouvement de retraite qui ne devait s'arrêter que derrière la Seine et l'Aube, car ce recul n'aurait pas manqué de rendre inutile, dangereuse même, pour la 6e armée, l'attaque qu'il méditait ; en effet, n'étant menacé nulle part entre Marne et Seine, n'ayant qu'à suivre le repli de nos colonnes qui durait depuis Charleroi, l'ennemi aurait eu toute liberté pour reporter sur l'armée Maunoury des forces suffisantes pour l'écraser et la rejeter sur Paris.

Si, au contraire, nos armées en retraite faisaient front et passaient à l'attaque,

l'adversaire se trouverait embarrassé pour prélever entre Marne et Seine les troupes nécessaires du côté de Meaux, et, en tout cas, il ne pourrait le faire sans courir le risque grave d'affaiblir son front devant notre reprise d'offensive.

Dans ces conditions, le général Galliéni était pleinement fondé à attendre un résultat décisif de l'action qu'il allait engager, d'abord parce que cette action n'était plus une attaque de front, mais bien une attaque de flanc, susceptible de menacer les communications de la droite allemande, et aussi — et surtout, — parce que le fait même de la marche de flanc exécutée par Von Klück devant Paris indiquait jusqu'à l'évidence que l'intervention de la 6e armée produirait un effet de surprise : le général

allemand n'aurait certainement pas commis une telle imprudence s'il avait su, s'il avait pensé, qu'il y avait dans le camp retranché une force mobile capable de l'en punir.

Or, attaquer en la débordant une aile de l'adversaire, produire un effet de surprise, telles sont bien, dans la guerre moderne, les deux conditions primordiales à remplir par une offensive pour pouvoir prétendre au succès.

Comprenant et pesant tout cela, le gouverneur de Paris se mit, dans la journée du 4 septembre, en communication (1) avec le

(1) Dans le chapitre VI de son *Histoire de la grande guerre*, M. Campinchi donne une photographie représentant une entrevue qui, d'après lui, aurait eu lieu entre le commandant en chef et le gouverneur de Paris, la veille même de la bataille de l'Ourcq. C'est donner à entendre que Galliéni n'a fait qu'exécuter

général en chef ; il eut avec lui trois entretiens téléphoniques pour lui soumettre et lui expliquer son plan, qui entraînait l'abandon immédiat des prescriptions contenues dans les documents qui venaient de lui arriver. (Instruction du 1er septembre et note secrète du 2).

Comment donc a-t-on pu prétendre qu'il n'a fait que s'associer, suivant les ordres du général en chef, à une manœuvre que

les ordres du général Joffre venu pour donner le coup d'œil du maître, alors qu'en réalité celui-ci n'a pas paru dans la région parisienne. Mais il n'y a qu'un malheur, c'est que les généraux qui figurent sur cette photographie portent l'uniforme bleu-horizon qui ne fit son apparition qu'au mois de novembre 1914. La vérité est qu'il n'y a eu aucune entrevue entre les généraux Joffre et Galliéni avant la bataille de la Marne, et que leurs relations se bornèrent à des conversations téléphoniques.

8

celui-ci méditait depuis longtemps, quand, en réalité, il venait lui dire : « *Adoptez la combinaison que je vous propose, et, pour cela, renoncez à la vôtre, arrêtez-en l'exécution* » ?

On comprend que l'accord ne se soit pas fait tout seul, car, en vérité, Galliéni était un gêneur qui venait traverser les projets chers à son chef.

Le premier entretien n'aboutit qu'à un refus à la suite duquel le commandant en chef se plaignit au gouvernement de ce que le général Galliéni « le poussait à des offensives prématurées ».

Celui-ci n'en revint pas moins à la charge, et il insista si bien, qu'après de longues discussions, le général en chef finit par céder : le plan Galliéni prenait la place du plan

Joffre, pour le plus grand bien de l'armée, de Paris, et de la France.

Sans attendre les instructions écrites de son chef, — il en avait d'autant moins besoin qu'il venait de l'orienter lui-même, — le gouverneur de Paris donna les siennes :

ARMÉE DE PARIS
—
ÉTAT-MAJOR
—
3e Bureau
—

Paris, le 4 septembre 1914.
20 *h*. 30′.
—

ORDRE GÉNÉRAL N° 4

I. — Tous les renseignements concordent à démontrer que le gros de la première armée allemande, qui faisait face jusqu'ici à la 6e armée, s'est orienté vers le sud-est. Des colonnes importantes ont été signalées hier

soir se dirigeant vers la Marne pour la franchir entre la Ferté-sous-Jouarre et Château-Thierry. Ce mouvement paraît nettement dirigé contre la droite anglaise et la gauche de la 5e armée française.

Dans ces conditions, Paris cessant d'être menacé, toutes les forces mobiles de l'armée de Paris doivent manœuvrer de manière à conserver le contact avec l'armée allemande, et à la suivre pour se tenir prêtes à participer à la bataille à prévoir.

L'armée anglaise a fait connaître qu'elle se préparait à agir dans le même sens.

II. — La 6e armée poussera des reconnaissances de cavalerie dans les directions de Chantilly — Senlis — Nanteuil-le-Haudoin — Meaux et Lizy-sur-Ourcq.

Des dispositions sont prises pour renforcer la cavalerie de la 6e armée de tous les éléments disponibles.

III. — Demain, la 6e armée se mettra en mouvement dans la direction de l'est, en se

maintenant sur la rive droite (nord) de la Marne, de manière à amener son front à hauteur de Meaux, et à être prête à attaquer le 6 au matin en liaison avec l'armée anglaise qui attaquera le front Coulommiers — Changis.

IV. — En vue de cette marche vers l'est, la 6e armée sera renforcée successivement des éléments ci-après :

45e division, dès maintenant aux ordres du général Maunoury ;

4e corps d'armée. Se tiendra prêt à suivre le mouvement de la 6e armée, au fur et à mesure qu'une division aura débarqué en totalité. Le passage sous les ordres du général Maunoury sera réglé par ordres particuliers.

V. — (Prescriptions relatives à la garde de Paris).

VI. — (Prescriptions relatives aux travaux de défense).

VII. — Le quartier-général du gouverneur fonctionnera à partir d'aujourd'hui au lycée Duruy, Boulevard des Invalides.

Le général commandant les armées de Paris.

GALLIÉNI.

NOUVELLES DISPOSITIONS ORDONNÉES PAR LE GÉNÉRAL JOFFRE

Le gouverneur de Paris n'eut rien à modifier à ses dispositions lorsqu'il reçut, à minuit, l'ordre ci-après du général en chef, ordre qui fut donné dans la soirée du 4 au 5 septembre :

GRAND QUARTIER-GÉNÉRAL
DES
ARMÉES DE L'EST
—
ÉTAT-MAJOR
—
3e Bureau

Au Grand Quartier-Général
le 4 septembre 1914, 18 *h.*

—

I. — Il convient de profiter de la situation aventurée de la première armée allemande pour

concentrer sur elle les efforts des armées alliées d'extrême-gauche.

Toutes dispositions seront prises dans la journée du 5 en vue de partir à l'attaque le 6.

II. — Le dispositif à réaliser pour le 5 septembre au soir sera :

(*a*) Toutes les forces disponibles de la 6e armée (général Maunoury) au nord-est (1), prêtes à franchir l'Ourcq entre Lizy-sur-Ourcq et May-en-Multien, en direction générale de Château-Thierry. Les éléments disponibles du 1er corps de cavalerie (général Sordet) qui sont à proximité (2) seront remis aux ordres du général Maunoury pour cette opération ;

(1) Au nord-est *du camp retranché de Paris.*

(2) Le 5 septembre, le 1er corps de cavalerie était à l'ouest de Paris, au sud-ouest de Meulan et au sud de la Seine (retraite générale derrière le fleuve). Lorsqu'il reçut l'ordre de se porter sur la gauche de la 6e armée, dans la région de Nanteuil-le-Haudoin,

b) L'armée anglaise établie sur le front Changis — Coulommiers (1) face à l'est, prête à attaquer en direction générale de Montmirail ;

c) La 5e armée (général Franchet d'Espérey), resserrant légèrement sur sa gauche, s'établira sur le front général Courtacon — Esternay —

il eut plus de 70 kilomètres à franchir, avec des chevaux sur les boulets par le fait de ses marches en Belgique jusque près de Gembloux, et de la retraite qui avait suivi Charleroi.

(1) L'armée anglaise n'était nullement en situation de s'établir sur le front Changis-Coulommiers, vu qu'elle s'était rapprochée de la Seine pour la franchir, conformément à la lettre du 2 septembre du général Joffre au maréchal French et à la note secrète du même jour, d'après laquelle elle devait tenir la rive gauche du fleuve entre Melun et Juvisy. Le 5 septembre au matin, c'était bel et bien le IIe corps allemand qui était à Coulommiers. C'est pourquoi Galliéni indique, dans son ordre général n° 4, que la ligne Changis-Coulommiers, au lieu d'être le point de départ de l'offensive anglaise, en sera l'objectif.

Sézanne, prête à attaquer en direction générale sud-nord, le 2e corps de cavalerie (général Conneau) assurant la liaison entre l'armée anglaise et la 5e armée ;

d) La 9e armée (général Foch) couvrira la droite de la 5e armée en tenant les débouchés sud des marais de Saint-Gond, et en portant une partie de ses forces sur le plateau au nord de Sézanne (1).

L'offensive sera prise par ces différentes armées dès le matin.

Signé : J. JOFFRE.

De plus, les instructions ci-après furent adressées aux armées du Centre, dans la matinée du 5 :

(1) Malgré la phrase : « L'offensive sera prise par ces différentes armées dès le matin », la mission de l'armée Foch apparaît plutôt comme défensive.

A LA 4e ARMÉE :

Demain, 6 septembre, nos armées de gauche attaqueront de front et de flanc les 1re et 2e armées allemandes (Von Klück et Von Bülow). La 4e armée, arrêtant son mouvement vers le sud, fera tête à l'ennemi, en liant son mouvement à celui de la 3e armée qui, débouchant au nord de Révigny, prendra l'offensive en se portant vers l'ouest.

A LA 3e ARMÉE :

La 3e armée, se couvrant vers le nord-est, débouchera vers l'ouest pour attaquer le flanc gauche des forces ennemies qui marchent à l'ouest de l'Argonne (1). Elle liera son action à

(1) Les forces ennemies (armée du Kronprinz) ne marchaient pas seulement à l'ouest de l'Argonne : elles débouchaient de l'Argonne même, ce qui rendait la mission de la 3e armée inexécutable, car cette

celle de la 4e armée qui a ordre de faire tête à l'ennemi.

Quant à nos armées d'aile droite (1re et 2e), par le fait même de leur situation, elles ne pouvaient s'associer à l'offensive générale ; elles conservèrent donc leur rôle défensif.

On est en droit de penser que l'ensemble des mesures prises par le G. Q. G., en vue de la reprise d'offensive, après que le général en chef se fut rangé aux propositions du gouverneur de Paris, présentait de graves défectuosités.

Sans aucun doute, l'organisation de la

armée aurait été assaillie dans son flanc droit par des forces supérieures. En fait, la 3e armée, au lieu de marcher à l'ouest, dut faire face au nord, légèrement N.-O., pour résister aux attaques du Kronprinz.

bataille générale aurait dû reposer sur cette donnée que la décision ne pourrait être obtenue par les attaques de front, et qu'elle ne pourrait venir que de notre gauche chargée de l'attaque de flanc et de la manœuvre enveloppante, ce qui comportait, comme corollaires : d'une part, l'afflux vers la 6e armée de forces suffisantes pour lui donner une composition adéquate à son rôle, et, d'autre part, la présence, au moins momentanée, du général en chef dans la zone décisive. Mais l'ordre du 4 septembre (18 heures) a des vues plus ambitieuses : il recherche un second enveloppement à notre aile droite, où la 3e armée doit attaquer en flanc l'armée du Kronprinz : c'était là une fausse conception, d'abord parce que nous n'avions pas la su-

périorité numérique indispensable pour nous permettre d'envelopper à la fois les deux ailes de l'adversaire, — et dès lors la raison nous conseillait de ne porter notre effort que sur une seule, avec toutes les forces disponibles, — ensuite, parce que la ligne de marche du Prince royal n'était pas celle que supposait le G. Q. G., ce qui exposait notre 3° armée, marchant à l'ouest pour attaquer les colonnes allemandes qui débouchaient à l'Occident de l'Argonne, à être elle-même assaillie sur son flanc droit par les corps du Kronprinz débouchant de l'Argonne même.

En réalité, la 3e armée, la droite appuyée à Verdun (partie sud du camp retranché) et aux Hauts-de-Meuse, n'eût dû avoir qu'une mission défensive.

Et ce n'est pas l'armée de droite qu'il convenait de renforcer « par deux corps prélevés sur les armées de Nancy et d'Epinal », comme le dit la note du 2 septembre pour les commandants d'armées, mais bien celle de gauche.

Certes, il eût été possible de grossir ainsi les forces de Galliéni de plusieurs corps d'armée qui, même en faisant le détour imposé par Chaumont et Troyes, seraient arrivés en temps utile, la bataille qui allait s'engager ne pouvant être que de plusieurs jours ; il eût convenu également d'envoyer à la 6e armée quelques divisions de cavalerie prélevées sur l'ensemble du front, au lieu de se borner à la faire rejoindre par les divisions du corps Sordet, les plus fatiguées de toute l'armée. Ces masses

de cavalerie, à l'aile extérieure, eussent été à même d'obtenir des résultats de la plus haute importance.

Dans de telles conditions, au lieu du repli limité de l'armée Von Klück, l'histoire aurait enregistré le désastre de cette armée, et l'ennemi eût été dans l'impossibilité de faire front sur l'Aisne ; il lui eût fallu reculer davantage, jusque vers la frontière.

L'armée Maunoury a donné tout ce qu'elle a pu ; malheureusement, elle n'était ni assez nombreuse, ni assez fortement organisée, pour mener à bien sa manœuvre d'enveloppement. Qu'arriva-t-il ? Après avoir refoulé, le 5 septembre, la flanc-garde (1) de

(1) Le 5 septembre, la force de cette flanc-garde n'était connue qu'approximativement du gouverneur de Paris ; néanmoins, en rapprochant les différents

Von Klück (IVe corps de réserve) jusqu'à l'Ourcq, elle trouva le 6 l'ennemi renforcé d'un corps d'armée (le IIe) revenu de Coulommiers, et elle ne put forcer le passage de la rivière.

Le 7 septembre, le commandant de la Ire armée allemande rappelait sur l'Ourcq le IXe corps ; nos forces, qui présentaient la valeur de six divisions, se trouvèrent ainsi en face de neuf divisions allemandes, bientôt portées à douze par l'arrivée d'un corps d'armée ennemi accouru du nord.

Aussi, le 9, l'armée Maunoury, ayant à combattre un adversaire deux fois plus nombreux, dut-elle reculer quelque peu, menacée d'être débordée sur sa gauche, et fut réduite

renseignements, il l'évalua à sa valeur, c'est-à-dire à un corps d'armée.

à se cramponner au terrain pour maintenir son front de combat contre les attaques de la plus extrême violence que Von Klück ordonna pour se dégager, dans la crainte d'être pris à revers par l'armée anglaise. Celle-ci avait pu progresser par suite de la retraite de ses corps d'armée au sud de la Marne, retraite provoquée par l'attaque Maunoury.

Malgré tout, le 10 septembre, au jour, on put constater, non sans quelque étonnement, que l'ennemi avait disparu.

Certes, c'était un résultat, mais il n'était pas comparable à celui qu'on aurait obtenu si le G. Q. G., en raison de l'importance capitale de la manœuvre de l'armée de Paris, l'avait alimentée avec les effectifs nécessaires. C'était bien le cas, ou jamais, de

se conformer à la maxime de Napoléon : « Pour battre l'ennemi, il n'est pas nécessaire de le battre sur tous les points : il suffit d'être le plus fort à un moment donné, sur un point donné. »

Si incomplète qu'elle fût, la victoire de la 6e armée eut pour conséquence de provoquer le recul successif de toutes les armées allemandes.

La retraite de Von Klück découvrit Von Bülow, qui dut se replier à son tour, provoquant un mouvement analogue de l'armée Von Hausen, et le mouvement rétrograde se propagea jusqu'à l'armée du Prince de Wurtemberg et finalement jusqu'à celle du Kronprinz, mettant quatre jours pour gagner de proche en proche de la droite à la gauche, car la retraite, qui com-

mença dans la nuit du 9 au 10 septembre à l'armée Von Klück, n'eut lieu que dans celle du 13 au 14 à l'armée du Kronprinz. (1)

Sans doute, celles de nos armées qui attaquèrent de front fournirent un effort admirable, mais elles ne pouvaient aller contre la nature des choses ; leur offensive était purement frontale, et, malgré de brillants succès locaux, elle ne pouvait aboutir seule à une décision.

(1) La retraite de l'armée du Prince royal de Prusse causa autant d'étonnement, le 14 septembre, à la 3e armée, que celle de Von Klück en avait causé le 10 à l'armée Maunoury. Le général Sarrail avait bien contenu les efforts de son adversaire, mais il n'avait pu le refouler : le recul du Kronprinz ne s'expliqua donc que lorsque l'on sut, quelques jours plus tard, que celui-ci avait dû se replier parce qu'il était découvert sur sa droite. (Voir l'appendice II).

LES CAUSES DE LA VICTOIRE

C'est bien de la région de Meaux que partit le signal de la retraite générale des Allemands.

En apprenant, le 10 septembre, que leur armée d'aile droite (Von Klück), chargée d'envelopper l'aile gauche française, se retirait à toute vitesse des environs de Meaux sur Soissons, les généraux allemands, et leur Kaiser, leur chef, subirent une dépression morale d'autant plus forte que, depuis le 6 au matin, les forces françaises attaquaient avec fureur, et aussi avec

succès, les forces allemandes du front Esternay — Sainte-Menehould, tandis que les troupes françaises, établies au Grand-Couronné de Nancy et sur la Meurthe, faisaient échouer les attaques allemandes dirigées contre elles. *Les progrès des armées alliées d'aile gauche et du centre se manifestèrent principalement du 10 au 12 septembre, après l'échec de Von Klück.* (Général Bonnal, *La victoire de la Marne*).

C'est avec raison que le général remarque que « la plus grande bataille des temps modernes passe déjà, aux yeux des professionnels, pour une bataille plutôt stratégique que tactique. ».

Qui donc avait conçu, proposé, et fait adopter le plan stratégique de cette bataille, si ce n'est Galliéni, dans la journée du 4 septembre ? Supposons, à sa place, à Paris, un chef qui se fût borné, après avoir appris

l'infléchissement de la marche de la première armée allemande vers le sud-est, à en rendre compte au général en chef, puis qui aurait attendu des ordres.

Qui osera prétendre que l'arrivée de ce renseignement eût suffi pour amener au G. Q. G. le revirement qui se produisit dans la soirée du 4 septembre ?

Mais ce serait oublier les résistances auxquelles se heurta le gouverneur de Paris, l'opiniâtre insistance à laquelle il dut recourir pour faire adopter son plan.

Sans son intervention, la retraite se fût continuée avec toutes les conséquences que l'on sait.

On lui a reproché d'avoir fait preuve d'une ardeur intempestive en attaquant un jour trop tôt, le 5 septembre. C'est perdre

de vue que, conformément à l'ordre du G. Q. G. du 4 septembre (18 heures), la la 6e armée « devait être prête à franchir l'Ourcq, entre Lizy-sur-Ourcq et May-en-Multien, en direction générale de Château-Thierry, dès le matin du 6. » Or, Galliéni, dans son ordre du 4 septembre 1914, 20 h. 30, donné après les entretiens téléphoniques qu'il avait eus avec le général en chef, avait bien fixé le 6 (au matin) pour le jour de l'attaque.

Mais il apprit ensuite qu'une flanc-garde ennemie, évaluée à un corps d'armée, avait pris position à l'ouest de l'Ourcq sur les hauteurs de Barcey, Marcilly et Puisieux. Dès lors, pour se trouver, le 6 au matin, « prêt à franchir l'Ourcq entre Lizy et May », il se trouvait bien dans l'obligation de re-

fouler, au préalable, la flanc-garde allemande qui lui interdisait les approches de la rivière. Voilà la raison pour laquelle il engagea l'action le 5, à midi.

Ce serait faire une singulière erreur que de considérer cet engagement du 5 comme ayant donné prématurément l'éveil à Von Kluck, et de croire que, sans lui, l'armée Maunoury n'aurait pas trouvé devant elle, le lendemain, le IVe corps de réserve renforcé du IIe, revenu de Coulommiers.

Il est certain que, au moment où le chef de la Ire armée allemande se décida, le 2 septembre, à entamer son changement de direction vers le sud-est, il ignorait l'existence de l'armée Maunoury. Mais, du moment que, pour être à même d'exécuter le programme convenu et les ordres du gé-

néral en chef, cette armée devait se concentrer le 5 et se porter dans la région de Dammartin, sa présence ne pouvait, ce jour-là, échapper à l'ennemi posté à une dizaine de kilomètres seulement, car des forces importantes ne peuvent rester aussi rapprochées en s'ignorant.

Quand bien même nous nous serions bornés à n'avoir que des avant-postes à petite distance, nous abstenant de toute reconnaissance au delà, les moyens d'investigation, les pratiques de découverte en usage dans l'armée allemande, eussent provoqué le contact avec la 6ᵉ armée.

Dès lors, Von Klück, mis au courant de l'apparition de forces françaises considérables en direction de Meaux, se voyant menacé sur ses communications, n'eût cer-

tainement pas manqué de reporter son IIe corps sur l'Ourcq, comme il le fit dans la soirée du 5.

Dans ces conditions, si l'armée Maunoury n'eût attaqué que le 6, elle n'eût sans doute pas remporté le succès qu'elle obtint la veille contre un seul corps ennemi, puisque la réunion du IVe corps de réserve et du IIe corps a suffi pour lui interdire tout nouveau progrès dans cette journée du 6.

Du moment que la 6e armée ne pouvait manquer d'être éventée le 5 septembre, le mieux pour elle était encore d'attaquer ce jour-là un adversaire qu'on savait ne disposer, à ce moment, que d'effectifs infiniment inférieurs aux siens.

Au demeurant, le général en chef, en dehors des ordres qu'on a lus, n'avait-il

pas écrit le 4 septembre au gouverneur de Paris : « Dès maintenant, une partie des forces actives du général Maunoury peut être poussée vers l'est, comme menace pour la droite allemande » ?

Pour qu'il y eût menace, il fallait bien que la 6e armée manifestât sa présence !

Et quand Galliéni se vit dans la nécessité d'attaquer, dès le 5, enfin d'être à même, le 6 au matin, de remplir sa mission, il ne le fit pas sans en référer au général en chef qui l'y autorisa.

Certes, il s'était parfaitement rendu compte de l'intérêt qu'il y avait à dissimuler aux Allemands, tant que la chose se pourrait, la présence de la 6e armée sous Paris ; on n'a pas oublié les judicieuses précautions qu'il avait prises dans ce sens.

Mais il avait trop de bon sens et d'expérience pour penser que la 6e armée, s'établissant le 5 dans la région de Dammartin, pourrait échapper aux investigations d'un adversaire à proximité.

Pour compléter l'exposé des relations qui s'établirent entre le G. Q. G. et le gouvernement militaire de Paris avant les batailles de l'Ourcq et de la Marne, mentionnons un incident qui n'est pas sans intérêt.

Le 4 septembre, à 14 h. 50, le gouverneur militaire recevait un télégramme chiffré que le général en chef lui avait adressé à 13 heures, et dont voici la traduction :

Des deux propositions que vous m'avez faites relativement à l'emploi des troupes du général Maunoury, je considère comme la plus avantageuse celle qui consiste à porter la 6e armée sur la rive gauche de la Marne, au sud de Lagny. Voulez-vous vous entendre avec maréchal commandant en chef armée anglaise pour l'exécution de ce mouvement ?

Au premier abord, ce télégramme chiffré est absolument incompréhensible après les entretiens téléphoniques du 4 septembre, où il avait été décidé que la 6e armée agirait par la rive droite (nord) de la Marne, car à aucun moment Galliéni ne proposa de marcher par la rive sud.

En fait, cette dépêche n'était qu'une réponse à une question qu'il avait posée le 2 septembre, à un moment où, par suite du manque de toute communication du

G. Q. G., il ignorait tout du plan en cours d'exécution.

Préoccupé d'agir en relation avec les Anglais (lettre au maréchal French) pour dégager la gauche de la 5e armée, il avait prié le commandant en chef de lui faire connaître par laquelle des deux rives de la Marne il conviendrait de marcher de préférence, en raison de l'ensemble des opérations *qu'il ne connaissait pas.*

La réponse cadrait, il faut le reconnaître, avec la situation qui eût résulté de la retraite de nos armées derrière la Seine.

Mais, du moment que la reprise d'offensive venait d'être décidée entre Marne et Seine, la question ne se posait plus ; en manœuvrant par le sud de la Marne, on se fût jeté dans les Anglais qui allaient re-

monter vers le nord, au lieu d'aller s'établir derrière la Seine, entre Melun et Juvisy. De plus, nous l'avons déjà dit, agir par la rive gauche, c'eût été se mettre dans l'impossibilité de réaliser l'enveloppement. .

De toutes façons, on ne peut que constater le temps qu'il avait fallu au G. Q. G., disposant du télégraphe et du téléphone, pour répondre à la question posée.

LA COOPÉRATION DES ANGLAIS

Il nous faut maintenant jeter un coup d'œil sur ce qui s'est passé dans l'armée anglaise ; on verra que les lenteurs et les faux mouvements qu'on y relève pendant les journées qui précédèrent la Marne furent dus en partie à une insuffisance de direction de la part du haut commandement et que, sans l'intervention et l'activité de Galliéni, les Britanniques eussent été à peu près dans l'impossibilité de s'associer à la reprise d'offensive.

On n'a pas oublié que, le 3 septembre, il écrivait au général Maunoury : « Je vous « indiquerai votre direction de marche dès « que je connaîtrai celle de l'armée an- « glaise. »

Il se mit donc en communication immédiate avec le maréchal French qui, à son tour, lui fit téléphoner, le 3 septembre à 11 h. 30 :

« Maréchal me charge de vous dire qu'il vient « de recevoir ses premiers renforts qui doivent « être répartis demain dans les corps de « troupes.

« Il ne pourra bouger pendant la journée, « mais il est possible qu'il se mette en marche « demain soir, 4, dans la direction de l'est, « surtout si la 6e armée, qui ne paraît plus « avoir personne devant elle, entamait dans la « journée un mouvement analogue la portant à

« sa gauche, et si la zone de débarquement du « 4e corps pouvait être adaptée à la nouvelle « situation de manière à constituer avec l'en- « semble de ces forces une armée aussi forte « que possible. »

Le 3 septembre, l'armée britannique s'était établie dans la région au sud de la Marne et du Petit Morin, la droite au sud-est de La Ferté-sur-Jouarre, la gauche à Courtevroult.

Si on réfléchit que, ce jour-là, seules étaient valables les instructions du général en chef des 1er et 2 septembre qui faisaient rétrograder l'armée du maréchal French derrière la Seine entre Melun et Juvisy, on aura quelque étonnement en voyant le maréchal manifester l'intention de se porter vers l'est.

C'était là le résultat de l'intervention de Galliéni, après qu'il eut donné à l'armée Maunoury son ordre préparatoire du 3, et le gouverneur de Paris ne pouvait que se féliciter de voir le commandant en chef anglais entrer ainsi dans ses vues.

Mais, le lendemain 4, changement de tableau.

Le colonel Huguet (liaison anglaise) envoyait au gouverneur militaire de Paris, apportée par le capitaine Bastidon, la copie du message qu'il venait d'envoyer au G. Q. G. (1) et dont voici le texte :

(1) Il résulte des termes de ce message que le maréchal French avait dû mettre le G. Q. G. au courant des démarches faites auprès de lui par le général Galliéni pour qu'il ne tint pas compte des instructions qu'il avait reçues et pour l'amener à marcher vers l est.

Melun, le 4 septembre 1914, 8 h. 15 du matin.

Maréchal, qui hier après-midi semblait très désireux de se porter vers l'est pour dégager gauche 5e armée, a modifié sa décision sous

D'ailleurs, le même jour 4 septembre, avant l'adoption des propositions du gouverneur de Paris, le général en chef avait adressé au maréchal une lettre qui semble confirmer cette supposition. Il y est dit :

« Mon intention dans la situation actuelle est de poursuivre l'exécution du plan que j'ai eu l'honneur de vous communiquer (la retraite derrière la Seine), et de n'engager le combat que toutes forces réunies.

« Au cas où les armées allemandes poursuivraient leur mouvement vers le S.-S.-E., s'éloignant ainsi de la Seine et de Paris, peut-être estimerez-vous, comme moi, que votre action pourrait s'exercer plus efficacement sur la rive gauche du fleuve, entre Marne et Seine.

« Votre gauche appuyée à la Marne, étayée par le camp retranché de Paris, serait couverte par la garnison mobile de la capitale qui se portera à l'attaque, dans la direction de l'est, par la rive droite de la Marne. »

l'influence des conseils de prudence qui lui ont été donnés par son chef d'état-major.

Les troupes auront en principe repos aujourd'hui, mais devront se tenir prêtes à partir au premier signal, pour commencer leur retraite derrière la Seine.

Le mouvement s'exécutera en trois étapes, la première amenant les arrière-gardes sur le front Mauperthuis (sud de Coulommiers) — Faremoutiers — Tigeaux — Chanteloup.

Si la 6e armée débouchait de Paris dans la direction de l'est, l'armée anglaise serait encore en état de l'appuyer à droite.

Mais, si la gauche de la 5e armée était trop

En résumé, le général en chef est décidé à poursuivre l'exécution de son plan, il entrevoit la possibilité d'une action de l'armée anglaise et de l'armée de Paris dans la direction de l'est, *si les Allemands s'éloignent de Paris et de la Seine* ; mais il ne donne aucune instruction ferme et laisse toute liberté d'appréciation au commandant en chef des forces britanniques.

fortement rejetée vers l'ouest, ou si l'avance allemande devenait trop prononcée, l'armée anglaise serait obligée de continuer son mouvement de retraite derrière la Seine, tenant Corbeil par sa gauche, Melun par sa droite.

Le Q. G. des Anglais reste aujourd'hui 4 à Melun.

Au reçu de cet avis, qui était quelque peu décevant, Galliéni prit le parti de se rendre auprès du maréchal French ; il partit pour Melun vers midi 30, en automobile, emmenant avec lui le général Maunoury.

Mais il ne trouva pas le maréchal à son quartier-général ; il ne put que conférer avec son chef d'état-major et insister pour qu'on revînt aux dispositions de la veille, afin d'éviter que l'armée anglaise s'éloignât de nos 5e et 6e armées, à un moment où il

s'agissait d'entrer avec elles en relation d'opérations offensives.

Cependant l'état-major anglais, persistant à se conformer aux prescriptions de la note secrète du 2 septembre du général en chef, et aux indications de la lettre écrite le même jour par le général Joffre au Ministre de la guerre, lettre dont il avait reçu communication (1), ne crut pas devoir renoncer à la marche en retraite qui devait l'amener derrière la Seine. Le général Galliéni en fut informé par un télégramme chiffré qui lui parvint le 4 septembre 1914, à 21 h. 45.

En voici la traduction :

(1) Voir page 94.

Lieu d'origine : *Melun*

Date et heure de départ : 4 septembre 18 h. 30.

Expéditeur : Colonel Huguet.

Destinataire : Gouverneur militaire de Paris.

Texte. — « Maréchal non encore rentré, mais dès maintenant ordres donnés pour A. A (armée anglaise) occuper demain 5 ligne Ormeaux — Tournan — Ozoir. »

De ce nouveau mouvement en arrière, conforme aux instructions du G. Q. G, il résulta que, au moment où celui-ci prescrivit à l'armée anglaise de s'établir, le 5 au soir, sur la ligne Coulommiers — Changis, afin d'en partir le 6 au matin pour attaquer en direction de Montmirail, l'exécution d'un tel ordre était impossible. Pour s'y conformer autant qu'il le pouvait, le maré-

ral French s'établit, le 5, au nord et au sud de Rozoy ; mais il n'en était pas moins très en arrière de la ligne qui lui avait été assignée, et ce fut le IIe corps allemand, au lieu des Anglais, qui vint à Coulommiers ; de plus, ce corps, non accroché, eut ainsi toute facilité pour se reporter, vers la Marne et l'Ourcq, au secours du IVe.

Le général Galliéni comprit immédiatement que le retard des Anglais allait permettre à Von Klück de renforcer sur l'Ourcq son corps de flanc-garde, attaqué par la 6e armée. C'est pourquoi il écrivit le 6 au soir au maréchal French :

La 6e armée, qui a pris l'offensive ce matin, rencontre une résistance sérieuse ; deux divisions ennemies sont signalées vers l'Ourcq, venant du sud ; elles ont atteint la Marne entre

Vareddes et Lizy, à 9 heures ; pour que les Allemands ne puissent ramener contre la 6e armée les éléments faisant face aux Anglais, prière instante au maréchal French de porter son armée en avant, de manière que l'offensive générale soit bien générale. »

Le commandant en chef de l'armée anglaise se rendit à cette adjuration, et le gouverneur militaire l'en remercia, le 7 septembre, par la lettre suivante :

Monsieur le Maréchal, je sais que vous êtes en liaison intime avec le général Maunoury, auquel je m'occupe d'envoyer tous les renforts à ma disposition. Pour tenir compte de la nécessité de bien couvrir votre flanc gauche, le général Maunoury fait diriger sur la rive gauche de la Marne la 8e division d'infanterie.

J'ai la conviction absolue que, avec toutes les forces dont dispose le général Maunoury, et étant données nos positions concentriques autour des forces allemandes que nous avons en

face de nous, notre opération d'ensemble doit être couronnée de succès, si nous concourons tous bien au but final.

Je tiens à vous exprimer ma propre reconnaissance pour le concours si efficace que vous nous avez donné hier, et, en ce qui me concerne, soyez assuré que je mets tous mes efforts pour obtenir ce résultat.

Le même jour, le géneral Joffre écrivait au général Galliéni, de Châtillon-sur-Seine :

... En ce moment, la situation paraît très bonne. Devant Maunoury, les Anglais et la 5e armée, l'ennemi recule sans qu'il y ait eu d'action très sérieuse. Il est probable qu'il cherche à se retrancher. Plus à l'est, devant Foch, de Langle et Sarrail, jusqu'à l'Argonne, des actions plus sérieuses sont engagées. Nous n'y sommes pas en mauvaise situation. Cette bataille durera vraisemblablement plusieurs jours ; j'ai bon espoir sur l'issue ; mais ce sera dur.

CONCLUSION

La lettre que nous venons de reproduire renferme une appréciation erronée de ce qui s'était passé à notre gauche le 6 et le matin du 7, à l'armée Maunoury surtout. La phrase : « Nous n'y sommes pas en mauvaise situation » est à retenir, de même que : « Mais ce sera dur. » Malgré le « bon espoir », la confiance semble limitée chez le général en chef, tandis qu'elle est entière chez le gouverneur.

On ne peut que rendre hommage à la

justesse de vues dont celui-ci fit preuve en s'efforçant d'amener le maréchal French à se porter vers l'est, bien que, dans la journée du 4 septembre, les instructions du grand quartier-général l'orientassent vers l'ouest ; on ne peut que rendre hommage au sentiment si exact qu'il eut de la situation que ne pouvait manquer de créer le retard de l'armée anglaise.

Sa lettre du 8 septembre, au Ministre de la guerre, fait ressortir la part *prépondérante* qui lui revient dans les événements qui ont dégagé et sauvé Paris :

... Je me suis occupé, avec les ressources très limitées, d'ailleurs, que j'ai ici, d'envoyer à la 6e armée officiers, hommes, chevaux. Puis, *pensant que nous avions une bonne occasion de coincer les 6 corps allemands qui depuis long-*

temps accrochaient notre aile gauche (5e armée), *à défaut d'indications nettes du grand quartier-général, j'ai aiguillé la 5e armée sur notre front est, avec objectif général l'Ourcq.* Mais, pour réussir, il était indispensable que l'armée anglaise prît, elle aussi, l'offensive. *J'ai multiplié les démarches auprès du maréchal French...*

Bref, il a consenti à marcher, mais à la condition formelle d'avoir ses flancs appuyés. C'est ainsi que j'ai dû, à mon corps défendant, diriger au Sud de la Marne la 8e division, du 4e corps, qui venait de débarquer et qui eût été bien mieux placée sur le flanc gauche de la 6e armée pour pouvoir agir sur les lignes de retraite des Allemands.

Le 11 septembre, il écrivait encore au ministre :

... C'est pour cela que je me suis préoccupé de reconstituer en deux jours l'armée de Paris (6e armée) *qui m'arrivait assez mal au point, et*

de la jeter aussitôt, par les moyens les plus rapides, sur le flanc droit des Allemands (1). Et maintenant que la manœuvre a réussi, et que la 5e armée a pu enfin se dégager de l'adversaire qui la poursuivait depuis Namur, j'envoie au front, au fur et à mesure qu'elles débarquent, et toujours par les moyens les plus rapides, les troupes dont je puis disposer.

Dans la nuit du 4 au 5 septembre, 23 h. 50, arriva à Paris le télégramme chiffré n° 601 A, expédié à 21 h. 57 par le général en chef au gouverneur militaire de Paris, et dont voici la traduction (n° 3734) :

Grand quartier-général des armées sera transféré le 5 septembre Châtillon-sur-Seine. Il cessera de fonctionner à Bar-sur-Aube le

(1) Les passages en italiques ont été soulignés par nous.

même jour, à 18 heures, heure à laquelle il commencera à fonctionner à Châtillon-sur-Seine. Accusé de réception par télégramme chiffré.

Nous savons que le général Galliéni ne vit pas sans regrets le général en chef établir son quartier-général à une distance de près de 200 kilomètres de cette régiou parisienne où il comprenait, sentait, que la décision devait être recherchée.

Evidemment, le général Joffre disposait de moyens de transport rapides (voies ferrées, automobiles) qui lui permettaient de se porter en peu de temps là où il pouvait juger sa présence nécessaire ; il n'en demeure pas moins que, dans un engagement général sur un front qui atteignait huit journées de marche, il y a une zone

indiquée pour y provoquer l'événement de nature à amener la décision, et que, dans cette zone, ou à proximité, est marquée la place du général en chef : en l'espèce, il devait être à portée de sa gauche, dans cette région de Paris où allait se produire la manœuvre du succès de laquelle tout dépendait, c'est-à-dire l'attaque latérale et l'effet de surprise qui n'étaient réalisables nulle part ailleurs. Il s'y fût trouvé en mesure, par sa présence au point sensible, d'imprimer à l'attaque enveloppante l'allure qui convenait, après avoir, au préalable, fait affluer vers elle des forces en rapport avec le but à atteindre, tout en restant en relations constantes avec ses commandants d'armées par le télégraphe, le téléphone, et ses agents de liaison en automobile.

Sans doute, par suite des transformations de la guerre et de l'extraordinaire extension des fronts, la phrase du général Cardot, — « Napoléon avait la bonne habitude d'assister aux batailles qu'il livrait » — ne peut plus être prise au pied de la lettre ; mais l'éloignement de son aile gauche auquel se décidait le général en chef n'en était pas moins fait pour étonner, et il y avait là, pour le gouverneur de Paris, une mesure révélatrice qui lui fit comprendre qu'il n'avait à compter que sur lui-même (1).

(1) Il faut bien croire que le choix de Châtillon-sur-Seine pour y intaller le grand quartier-général la veille même de la bataille de la Marne prêtait le flanc à la critique, puisque des instructions ultérieures prescrivirent aux commandants de régions de donner des ordres pour que la censure ne permît pas aux journaux de mentionner le fait

N'eût-il pas convenu, en tout cas, de donner à Galliéni le commandement des 5e et 6e armées et de l'armée anglaise, en renforçant sa gauche de tout ce qu'on aurait pu prélever ailleurs? C'eût été évidemment le mettre en vedette; mais les opérations à proximité de Paris n'auraient pu qu'y gagner comme ensemble et donner de meilleurs résultats.

Ce qui demeure incontestable, c'est que le commandant en chef des armées de Paris a fait preuve, comme on l'a vu, de la plus heureuse initiative, d'un sens militaire incomparable, et d'une rare rectitude de jugement.

Sans doute, il n'a pas reçu la suprême

que le général Joffre avait eu son quartier-général à Châtillon pendant la bataille.

récompense, et, « les morts allant vite », il est maintenant peu question de lui ; mais l'impartiale histoire lui donnera la place qui lui revient dans les événements qui ont sauvé Paris et la France en septembre 1914 ; en dépit des légendes, elle dira que son rôle fut *prépondérant* (1) et elle confirmera l'opinion du général Bonnal : « Il ne faut pas oublier que, sans *l'éclair de génie* dont le général Galliéni a fait preuve le 3 et le 4 septembre 1914, le sort de Paris, et avec lui de la France entière, eût été compromis. »

(1) Lorsque M. Millerand, ministre de la guerre, communiqua au général Galliéni la citation que le grand quartier-général finit par lui accorder, un an après l'événement, pour sa « coopération *subordonnée* » à la bataille de la Marne, le gouverneur de Paris lui dit : « J'accepte la citation, mais je fais toutes mes réserves sur le libellé. »



APPENDICES

APPENDICES

EXTRAIT DES MÉMOIRES DU MARÉCHAL DE VILLARS

Quelques jours après, nous apprîmes que l'ennemi était venu camper derrière Dourlach.

Alors, le marquis de Villars dit au Maréchal de Choiseul : « C'est à vous de prendre votre parti. L'ennemi ne peut s'approcher de vous qu'en traversant une plaine de trois à quatre lieues d'étendue ; si vous avez dessein de combattre, il n'y a

qu'à tenir de fréquents partis sur lui pour savoir quand il passera le ruisseau d'Etlingen. *Celui que vous avez devant vous, dont le fond est très bon, se passe aisément, et vous serez en état de joindre l'ennemi dans la plaine.* »

La résolution suivit de près le discours du marquis de Villars : on prépara la marche sans en parler, et l'on fit les dispositions sans que personne pût pénétrer le dessein qu'on avait. Quelques jours après, Coqfontaine, lieutenant-colonel de cavalerie, et bon officier, nous envoya avertir dès la pointe du jour que le prince de Bade commençait à passer le ruisseau d'Etlingen. Dans le moment, le marquis de Villars, qui était déjà à cheval, courut chez le maréchal de Choiseul, et lui dit : « Voilà

les ennemis où vous les voulez. Je vais joindre Coqfontaine à toutes jambes: je prendrai 500 chevaux de la droite pour être en état de le soutenir, et pour démêler si l'ennemi se contente de passer le ruisseau d'Etlingen, ou s'il veut marcher jusqu'à nous. Vos dispositions sont faites; *vous pouvez, en attendant, faire passer le ruisseau de Rastadt à toute l'armée, car il vous est égal d'aller attaquer l'ennemi un peu plus ou un peu moins loin dans la plaine.*

. . . .

Le marquis de Villars trouva que l'ennemi avait à peine passé le ruisseau d'Etlingen, mais qu'il se livrait à une bataille. Il envoya officiers sur officiers au maréchal pour l'informer de ce qu'il voyait et pour le presser.

. . . .

Le marquis de Villars regardait toujours du côté de Rastadt, *comptant que l'armée du Roi paraîtrait bientôt en deçà du ruisseau.* Au lieu de cela, le maréchal de Choiseul vint à lui, suivi seulement de quatre escadrons de gendarmerie.

— « Mais, lui dit Villars, nous ne battrons pas les ennemis avec ce que vous amenez. Votre armée passe-t-elle le ruisseau ? »

Le maréchal fut un peu honteux d'avouer que l'on attendait ses ordres.

— « Cependant l'armée ennemie est en marche, lui répliqua Villars ; *si elle arrive à une demi-lieue du ruisseau avant que votre armée soit passée et bien postée, vous ne pourrez plus faire un seul pas en avant,*

et vous me permettrez de ne plus compter sur la bataille. »

(*Mémoires du maréchal de Villars*, t. I, p. 188 et suivantes. *Campagne de 1697*).

La conduite du maréchal de Choiseul s'explique par le fait que, au fond, il n'avait pas l'intention d'attaquer. Villars dit, en effet, qu' « il ne lui trouva pas toute la vivacité d'un chef qui, après avoir désiré une action, la voit se présenter. »

Villars conseille de faire franchir le ruisseau de Rastadt préalablement à toute l'armée, parce qu'il sait que, si on reste derrière le cours d'eau, si on laisse l'ennemi s'établir sur l'autre rive, même à une demi-lieue, l'attaque deviendra impossible.

Tout cela est à rapprocher de l'exclamation de Galliéni : « Mais, s'il passe la Seine, jamais il ne la repassera. Il ne peut y avoir de reprise d'offensive qu'entre Marne et Seine ».

Ce qui était vrai en 1697 l'était encore davantage en 1914, car la Seine n'était pas le

ruisseau de Rastadt. Et qu'était l'artillerie du Prince de Bade, en comparaison des canons lourds des Allemands?

Mais Villars était un *véritable* grand chef!

EXTRAITS DES COMMUNIQUÉS

La lecture attentive des communiqués eux-mêmes confirme l'opinion que la retraite générale des Allemands, provoquée à leur droite par la bataille de l'Ourcq, s'est propagée de l'ouest vers l'est, du 10 au 14 septembre.

Nous nous bornerons à en reproduire les passages essentiels :

7 septembre, 23 heures.

A Paris. — Les éléments de la défense avancée ont livré, dans le voisinage de l'Ourcq, des combats dont l'issue a été favorable.

A notre aile gauche. — Les armées alliées *ont progressé sans que l'ennemi s'y soit énergiquement opposé* (1).

A notre centre (Région de Verdun), (2) *alternatives d'avance et de recul; situation sans changement.*

A notre droite (Vosges)......

8 septembre, 15 heures.

A l'aile gauche. — Les armées alliées, y compris les éléments de la défense avancée de Paris, *sont en progression continue depuis les rives de l'Ourcq jusque dans la région de Montmirail; l'ennemi*

(1) Les passages en italique, ont été soulignés par nous.

(2) Il faut lire : « A notre centre *et* région de Verdun,... »

se replie dans la direction de la Marne.....

A notre centre. — De violents combats se sont livrés entre Fère-Champenoise, Vitry-le-François et la pointe sud de l'Argonne. *Nous n'avons été nulle part refoulés* et l'ennemi a perdu du terrain *aux abords de Vitry-le-François* (1).

A notre aile droite (Région de Nancy et Alsace)...

8 septembre, 23 heures.

A l'aile gauche. — Les Allemands ayant franchi, dans leur mouvement de retraite, le Petit-Morin se sont livrés, *en vue de protéger leurs communications*, à de violentes et infructueuses attaques contre celles

(1) Succès local pour nos troupes.

de nos forces qui occupent la rive droite de l'Ourcq.

Nos alliés les Anglais poursuivent leur offensive dans la direction de la Marne.

Sur les plateaux au nord de Sézanne, nos troupes progressent, *bien que péniblement.*

A notre centre. — Violents combats, *avec alternatives d'avances et de reculs partiels.*

A notre droite (Région de Nancy et des Vosges)...

9 septembre, 15 heures.

A l'aile gauche. — Bien que les Allemands aient renforcé leurs troupes, la situation demeure satisfaisante. *L'ennemi se replie devant l'armée anglaise.*

Au centre. — Notre avance est lente, mais générale.

A l'aile droite (Régions de Nancy, des Vosges et d'Alsace)...

Paris 9 septembre, 23 heures.

A l'aile gauche. — Toutes les tentatives des Allemands pour rompre celles de nos troupes qui se trouvent sur la rive droite de l'Ourcq ont échoué.

L'armée anglaise a franchi la Marne.

Au centre et à l'aile droite. — Aucun changement notable.

10 septembre, 23 septembre.

A l'aile gauche. — Les troupes anglo-françaises ont franchi la Marne entre la

Ferté-sous-Jouarre, Charly et Château-Thierry...

Entre Château-Thierry et Vitry-le-François, la garde prussienne a été rejetée au nord des marais de Saint-Gond. *L'action continue avec une grande violence dans la région comprise entre le camp de Mailly et Vitry-le-Francois.*

Au centre et à l'aile droite. — Situation stationnaire sur l'Ornain et en Argonne, où les deux adversaires maintiennent leurs positions.

11 septembre, 15 heures.

... *Au cours de la nuit dernière, l'ennemi a rompu le combat* sur le front compris entre les marais de Saint-Gond et la région de Sommesous pour se replier dans

la région immédiatement à l'ouest de Vitry-le-François sur l'Ornain, entre l'Argonne et la Meuse, où opèrent les armées du Prince de Wurtemberg et du Kronprinz, *le combat dure encore avec des alternatives d'avance et de recul, mais sans grand changement dans la situation d'ensemble.*

Ainsi, la première phase de la bataille de la Marne se dessine en faveur des armées alliées, *puisqu'à l'aile droite la situation reste sans changement notable.*

Dans les Vosges et devant Nancy...

---

11 septembre, 23 heures.

A l'aile gauche. — Notre succès s'accentue ; *nos progrès ont continué au nord*

de la Marne et dans les directions de Soissons et de Compiègne...

Au centre, l'ennemi a cédé sur tout le front entre Sézanne et Revigny. *Dans l'Argonne, les Allemands n'ont pas encore reculé...*

12 septembre, 15 heures.

A notre aile gauche. — Les Allemands *ont commencé* un mouvement de retraite général entre l'Oise et la Marne.

Hier, leur front était jalonné par Soissons, Braine, Fismes et la montagne de Reims...

Au centre et à notre aile droite. — Les Allemands ont évacué Vitry-le-François où ils s'étaient fortifiés et le cours de la Saulx...

... *Les forces allemandes occupànt l'Argonne ont commencé à céder* ; elles battent en retraite vers le nord par la forêt de Belnoue (1).

12 septembre, 23 heures.

A notre aile gauche. — Le mouvement général de retraite des Allemands continue devant les troupes anglo-françaises, qui ont atteint le cours inférieur de l'Aisne.

Au centre. — De même, au centre, les

(1) A proprement parler, la forêt de Belnoue ne fait pas partie de l'Argonne, dont elle est séparée par la trouée de Triaucourt ; les communiqués des 13 et 14 septembre montrent que l'annonce de la retraite des troupes allemandes en Argonne le 12 septembre, 15 heures, était prématurée. La forêt de Belnoue est à plus de 10 kilomètres au sud de la lisière méridionale de l'Argonne.

armées allemandes poursuivent leur mouvement de retraite ; nous avons franchi la Marne entre Epernay et Vitry-le.François (1).

13 septembre, 15 heures.

A notre aile gauche. — L'ennemi continue son mouvement de retraite ; il a évacué Amiens, se repliant vers l'est entre Soissons et Reims. Les Allemands se sont retirés au nord de la Vesle ; ils n'ont pas défendu la Marne au sud-est de Reims.

Au centre. — L'ennemi qui a perdu Revigny et Brabant-le-Roi (2) *tient encore dans le sud de l'Argonne.*

(1) Rien, au sujet de l'Argonne et de l'Ornain.

(2) Revigny (station de la ligne Paris-Nancy) et Brabant-le-Roi (2 kil. nord de Revigny) se trouvent

A notre aile droite (région de Lorraine)...

14 septembre, 15 heures.

1° *A notre aile gauche.* — L'ennemi avait préparé au nord de l'Aisne, entre Compiègne et Soissons, une ligne de défense qu'il a dû abandonner. Les détachements qu'il avait à Amiens se sont retirés sur Péronne et Saint-Quentin.

2° *Au centre.* — Les Allemands avaient également organisé, en arrière de Reims, une position défensive sur laquelle ils n'ont pu tenir.

à 10 kilomètres au sud de la forêt de Belnoue, et à 20 au sud de l'Argonne. La perte de Revigny n'impliquerait en rien une retraite générale de l'armée du Kronprinz.

3° *Dans l'Argonne.* — Ils se sont repliés *vers le Nord, au-delà de la forêt de Belnoue et de Triaucourt* (1).

4° *A l'aile droite* (Nancy et Vosges)...

14 septembre, 23 heures.

A notre aile gauche. — Nous avons partout rejoint les arrière-gardes allemandes ; l'ennemi semble faire tête sur le front jalonné par l'Aisne.

Au centre. — L'ennemi semble également vouloir résister sur les hauteurs au nord-ouest et au nord de Reims. *Entre l'Argonne et la Meuse, il a continué à se replier.*

(1) Se reporter au communiqué du 12 septembre, 15 heures.

A notre aile droite (Woëvre, Lorraine)...

15 septembre, 15 heures.

A notre aile gauche. — Dans la journée d'hier, les Allemands ont résisté au nord de l'Aisne sur une ligne jalonnée par la forêt de l'Aigle et Craonne.

Au centre. — Leur ligne de résistance passait hier au nord de Reims et du camp de Châlons, pour atteindre *Vienne-la-Ville, au pied occidental de l'Argonne.*

Les forces ennemies qui occupaient le sud de l'Argonne *ont accentué leur mouvement de retraite,* en s'écoulant entre Argonne et Meuse ; elles tenaient hier, en

fin de journée, le front Varennes-Consenvoye (1).

On remarquera que, dans les communiqués, le terme « *aile droite* » désigne tantôt la 3e année (région de Verdun), tantôt nos armées de Lorraine et d'Alsace.

(1) Pour se mettre à l'alignement, et éviter le débordement de leur droite.

LA LEÇON DES GUERRES DU PASSÉ

Au cours de la guerre de 1914-1919, on a semblé faire certaines découvertes qui n'avaient pourtant pas le mérite de la nouveauté.

L'étude des guerres passées (celle de la guerre de 1870-71, entre autres,) suffisait pour nous fixer à leur sujet.

Pour ne parler que de « l'inviolabilité des fronts », ne ressortait-elle pas de ce qui s'était passé Froeschwiller, à Rézonville, à Saint-Privat, à Héricourt, etc. (sans parler des lignes d'investissement de Metz et de Paris) ?

Dans tous les engagemeuts, les attaques frontales ont échoué ; à Frœschwiller, comme à Saint-Privat, le succès des Allemands fut dû uniquement à des mouvements débordants : si

ceux-ci ont échoué à Rézonville, si nous avons échoué de même à Héricourt, ce fut par suite de l'absence d'une attaque de flanc (1).

On s'est d'ailleurs un peu trop pressé, après les derniers événements de la guerre, en 1918, de déclarer « caduc » le dogme de l'inviolabilité des fronts.

Dans un article paru dans *La France*, le 22 janvier 1919, nous avons écrit :

Si les Allemands, s'abstenant de toute offensive générale, avaient attendu notre assaut sur la ligne Hindenbourg, et si celle-ci avait été forcée, la preuve eût été faite

(1) Faut-il rappeler, entre autres exemples, ce qu'il advint des attaques de front de Masséna à Busaco, de celles de Napoléon à Waterloo ? Et pourtant, qu'était l'armement de cette époque, comparé à celui d'aujourd'hui ?

de la vulnérabilité des défenses les plus solides.

Mais il faut bien convenir que les choses se sont passées autrement.

Il est arrivé, en somme, aux armées du kaiser, ce qui était arrivé déjà, en décembre 1870, à la première armée de la Loire, dont le commandant en chef, le général d'Aurelle, voulait attendre l'attaque de Frédéric-Charles dans ses lignes d'Orléans, avec l'appui de puissantes batteries de marine ; il espérait briser son effort. Mais, sous la pression des événements, la délégation de Tours lui imposa l'offensive ; après des insuccès à Loigny, à Arthenay, à Beaune-la-Rolande, nos jeunes troupes battirent en retraite sur le camp retranché d'Orléans, d'où elles étaient parties ; mais, quand elles y arri-

vèrent, elles étaient démoralisées et désagrégées, au point qu'elles ne purent y résister.

De même, après leurs offensives en direction d'Amiens et de Paris, les armées de Ludendorff, épuisées par le fait même de leurs succès initiaux, se *cristallisèrent* sur les terrains conquis, dont l'organisation défensive était forcément insuffisante, et qui, formant poche, les exposèrent à des contre-attaques concentriques auxquelles elles ne se trouvèrent plus en état de résister ; la retraite les ramena bien aux lignes dont elles étaient parties, mais tellement éprouvées, tellement diminuées matériellement et moralement, qu'elles n'étaient plus capables de les défendre victorieusement.

On n'a jamais prétendu que les fronts fortifiés possédassent en eux-mêmes une miraculeuse vertu d'inviolabilité ; il va de soi que, si bien établis qu'ils puissent être, il faut qu'ils soient puissamment armés et opiniâtrement défendus par des troupes ayant tout leur équilibre.

Il faut, en un mot, ainsi que l'a dit justement le lieutenant-colonel Mayer, dans la lumineuse étude où il prévoyait, dès 1902, la forme que prendrait la guerre, en raison des perfectionnements des armes, « qu'il y ait (ou à peu près) égalité entre l'armement, les effectifs, la valeur morale des troupes en présence. »

Certes, le raisonnement et l'étude des guerres contemporaines conduisaient à cette conclusion de l'impuissance radicale

des attaques directes contre les fronts fortifiés qu'on ne peut tourner ; mais rien n'est difficile à déraciner comme une idée préconçue ; aussi n'avons-nous pas été étonné outre mesure de l'aveuglement de ceux qui ont persisté à ne pas voir que la leçon de cette guerre, sur le théâtre occidental, a été que toutes les offensives ont échoué, d'où qu'elles soient venues, que toutes les défensives sont arrivées à leur fin, que des contre-attaques soigneusement préparées et déclenchées au moment propice pouvaient terrasser un assaillant à bout de souffle. C'est ainsi que les Allemands ont échoué au Couronné de Nancy, à la trouée de Charmes, sur l'Yser, à Verdun, tout comme nous-mêmes à Morhange, à Sarrebourg, en Belgique, en Artois, en Champagne, sur la

Somme, sur l'Aisne, et, si nous avons réussi à la première bataille de la Marne, c'est que l'ennemi avait un flanc en l'air, vulnérable, son flanc droit, que Galliéni attaqua avec tant de discernement et d'à-propos.

Et, à bien considérer les événements qui ont annoncé la fin de la guerre, on s'aperçoit que la perte de l'ennemi est bel et bien venue d'une offensive générale manquée, et que notre victoire fut le fait, non d'une offensive initiale de notre part, mais d'une série de contre-attaques, de ripostes, ce qui est loin d'être la même chose.

Pour nous, notre opinion n'a jamais varié au cours de la guerre, et nous avons toujours hautement blâmé (1) ces offensives

(1) Sans souci de déplaire.

grandes, moyennes, ou petites, engagées, d'ailleurs, le plus souvent, sans préparation suffisante, les moyens nous ayant longtemps fait défaut, et qui n'ont eu d'autres résultats que de nous causer des pertes énormes.

Nos convictions inébranlables nous ont amené à écrire *en février 1918* dans la *Revue politique et parlementaire* :

« Cette préparation (la préparation à « l'offensive imminente des Allemands), ne « serait pas complète si elle ne comportait « la réunion et l'organisation *des moyens* « *permettant, au moment voulu, de tirer* « *parti de la dépression morale et de la* « *diminution matérielle qui seront l'inévi-* « *table conséquence de l'avortement de l'ul-* « *time entreprise de nos implacables ennemis.*

« Il n'est pas impossible, après tout,

« qu'Hindenbourg, Ludendorff et consorts,
« confiants dans la réunion des moyens
« que la renonciation de la Russie met à
« leur disposition, *perdent de vue les réa-*
« *lités*, et commettent l'erreur de croire au
« succès d'une offensive de grand style.

« Tant mieux s'il peut en être ainsi : ma
« conviction absolue est que l'offensive
« allemande n'aboutirait qu'à un désastre (1)
« qui avancerait notre victoire finale d'une
« manière autrement efficace que toutes
« les opérations offensives que nous pour-
« rions entreprendre. »

Nous avons le droit de dire que l'événement n'a pas démenti nos prévisions.

(1) En fait, l'offensive des Allemands a été un véritable suicide.

Mais supposons que, au lieu d'attaquer sur le front occidental, les Allemands, comme nous le redoutions, s'y fussent tenus, en 1918, sur une défensive stricte, renforçant leurs lignes de la meilleure part du matériel et des effectifs rendus disponibles par la défection russe, et que, avec le reste des forces libérées en Orient appuyant les armées germano-austro-bulgares, ils aient combiné un effort puissant contre les forces alliées en Macédoine. Grâce à leur supériorité, ils auraient eu les plus grandes chances de jeter celles-ci à la mer; il leur eût été ensuite facile d'en finir avec l'Itálie, d'après la sage méthode qui consiste à « sérier « les questions. »

De notre côté, il nous aurait bien fallu,

avec l'aide anglo-américaine, attaquer la ligne Hindenbourg qui aurait opposé à nos efforts un maximum de force et de cohésion. Toutes les chances eussent été contre nous, en dépit du perfectionnement de nos moyens offensifs, artillerie lourde, tanks, avions, etc...

Nous aurions pu, de-ci, de-là, pénétrer dans cette ligne, y creuser quelques poches, au prix des plus lourdes pertes, mais c'eût été tout, et nous aurions, somme toute, échoué dans notre offensive comme les Allemands ont échoué dans la leur. Inutile d'épiloguer sur les conséquences !

Pour en revenir aux pseudo-découvertes faites pendant la guerre, rappelons que le ré-

glement du 2 décembre 1913 avait édité cette stupéfiante prescription : « *L'artillerie ne doit plus préparer les attaques* ».

Mais on s'aperçut vite du contraire, ce qui amena un de nos plus grands chefs à formuler cet aphorisme : « Le canon conquiert les positions, l'infanterie les occupe. » Malgré l'admiration générale que provoqua cette déclaration, il convient de ne pas oublier ce qu'on pouvait lire *dès 1873,* dans la relation officielle prussienne de la guerre de 1870-71 :

« En général, l'infanterie différait cette attaque jusqu'à ce que l'artillerie eût produit tous ses effets. *C'est le canon presque seul qui déloge l'adversaire du calvaire d'Illy et il suffit ensuite de quelques compagnies pour occuper sans combat cette importante position.* Une grêle d'obus, sous laquelle l'artillerie écrase le bois de la Garenne,

prépare l'attaque des bataillons de la Garde et épargne les pertes énormes par lesquelles on avait dû acheter les précédentes victoires. » (*Relation de la bataille de Sedan*, p. 1235).

Ainsi, on le voit, le 1er septembre 1870, « l'artillerie conquiert les positions, l'infanterie les occupe », et pourtant les Allemands ne mirent en ligne que des canons de campagne singulièrement inférieurs à ceux d'aujourd'hui. Au siège de Paris, le bombardement suffit pour nous contraindre à évacuer les défenses du plateau d'Avron, sans qu'il y ait eu aucune attaque d'infanterie.

On n'a donc découvert que du *vieux-neuf*, et il est infiniment regrettable qu'il ait fallu de sanglantes expériences pour nous enseigner ce qui était surabondamment établi par l'étude des guerres antérieures.

QUELQUES ERREURS DU HAUT COMMANDEMENT

Dès le 21 août, la situation comportait, à notre avis, l'inondation de la zone frontière au nord de Maubeuge, car, le soir même de Morhange et de Sarrebourg, avait dû s'évanouir définitivement le fol espoir qu'on avait nourri d'arrêter la marche des armées allemandes en Belgique par notre offensive en Lorraine.

Ce qui venait de se passer au nord de Nancy commandait d'envisager l'hypothèse où la marche en avant des 3e, 4e et 5e ar-

mées ne procurerait pas les résultats qu'on en attendait, et, pour parer à semblable éventualité, il était indispensable de se mettre en mesure de couvrir la gauche de notre dispositif contre un mouvement débordant qui était à prévoir.

Si, dès le début, les propriétés défensives de la frontière du nord avaient été perdues de vue, ce fut sans aucun doute en raison de la confiance absolue qu'on professait en haut lieu dans le succès d'une offensive initiale.

Avant la guerre, un de nos chefs les plus en vue répondait un jour au général Herment, qui, très au courant de la situation dans le nord, insistait sur le danger que nous ferait courir une invasion allemande débouchant par la Belgique : « Tant mieux

s'ils entrent en Belgique : nous prendrons l'offensive en Lorraine, et nous couperons en deux l'offensive allemande. »

Le 19 août 1914, un des officiers généraux les plus écoutés du grand quartier-général exposait à un de nos commandants d'armée, de passage à Vitry, la satisfaction que lui causait l'invasion de la Belgique par l'aile droite allemande qui, disait-il, « entrait dans la nasse ». Et il ajoutait : « L'ennemi s'affaiblit ainsi sur le front de la Lorraine ; déjà, nous sommes virtuellement maîtres de Sarrebourg, et nous allons remporter de ce côté des succès décisifs qui mettront un terme à la marche des Allemands en Belgique. »

Enfin, quand, dans le courant du mois d'août 1914, le général Herment demanda

au grand quartier-général s'il n'y aurait pas lieu, pour servir éventuellement de point d'appui à nos armées, de réorganiser rapidement la position La Fère — Saint-Gobain — Laon, d'en réarmer les forts, ainsi que ceux de Reims et de Condé, il lui fut répondu : « C'est inutile, nous allons prendre l'offensive et entrer en Belgique (1) ».

Par la suite, lors de l'échec sur tout le front de notre offensive en Belgique, on ne se préoccupa pas davantage de la mise en état de défense de la frontière au nord de Maubeuge. Pour expliquer une telle abstention, il ne suffit pas, suivant nous, de l'attri-

(1) Après Charleroi, le grand quartier-général envoya bien l'ordre de faire le nécessaire ; mais, en raison de la rapidité du recul, il n'était plus temps.

buer à l'erreur d'appréciation du grand quartier-général qui, après avoir d'abord cru que la manœuvre de l'aile droite allemande ne dépasserait pas la Meuse, estima ensuite qu'elle ne s'étendrait pas au delà de Maubeuge, cette place devenant ainsi le point d'appui d'extrême gauche de nos armées; il ne faut pas perdre de vue que la doctrine de l'offensive toujours et quand même était seule admise en haut lieu et qu'elle a certainement influé sur les décisions prises. On considérait, en effet, que le seul moyen d'arrêter un mouvement tournant consiste, au lieu de lui barrer la route, à l'attaquer lui-même en flanc.

Mais, pour cela, encore faut-il disposer de troupes en état de mener à bien une opération de ce genre.

Or, celles dont on avait hâté l'envoi dans le nord de la France (deux divisions de réserve et quatre divisions territoriales) étaient loin de remplir cette condition essentielle ; ce n'était pas là une armée : c'était une simple juxtaposition d'unités manquant de cohésion, d'entraînement, insuffisamment instruites et encadrées, pauvrement dotées en artillerie et en mitrailleuses. Il n'était pas permis de se faire d'illusions à ce sujet ; il suffisait de se reporter aux enseignements de toutes les guerres, en particulier à ceux de la guerre de 1870-71 ; on ne pouvait, au surplus, ignorer que, après la guerre des Balkans, les principaux généraux bulgares avaient été unanimes à déclarer aux membres d'une mission française que les formations de réserve ne pouvaient

être utilement mises en ligne qu'après une période de remise en main et d'entraînement de plusieurs semaines.

L'événement se chargea de faire la preuve, et, dès les premiers engagements, les troupes assemblées dans le nord, uniquement capables de résister sous la protection des lignes fortifiées, se débandèrent et refluèrent en désordre jusqu'à Pontoise et jusqu'à Rouen.

Il est encore une hypothèse que nous avons entendu émettre, que nous ne retiendrons pas, en raison de son manque de vraisemblance, mais que nous croyons devoir mentionner, c'est que le commandement suprême aurait tout simplement ignoré qu'il existât une organisation permettant d'inonder la région du nord.

En tout cas, l'incident que nous allons rapporter prouve qu'en haut lieu on n'eut pas toujours une connaissance suffisante des détails de notre organisation à la frontière.

Dans le courant d'août 1914, nous étant rendu à Vervins où se trouvait le quartier-général du groupe dont faisait partie la division que nous commandions, le chef d'état-major nous fit lire une lettre du général en chef qui indiquait, en réponse à des observations qui lui avaient été soumises, que « le rassemblement du groupe était couvert par le fort d'Hirson ».

Or, un officier d'état-major, envoyé aussitôt au fort, l'avait trouvé inoccupé et désarmé ; un gardien de batterie et sa femme, c'était tout ; cela n'avait rien de

surprenant, attendu que le fort était déclassé depuis longtemps.

Dès que le grand-quartier général eut été mis au courant de cet état de choses, (et l'on est en droit de manifester sa surprise qu'il ait pu l'ignorer), il s'empressa de prescrire l'envoi à Hirson d'éléments territoriaux avec du canon de 90. Le fort démodé, isolé, n'en était pas moins indéfendable, et, après avoir renoncé à y constituer des approvisionnements, on finit par ordonner son évacuation.

LES TROIS ENTRETIENS TÉLÉPHONIQUES DU 4 SEPTEMBRE

On lit, dans l'étude consacrée par le général Bonnal à la bataille de la Marne :

Les trois entretiens par téléphone du général Galliéni avec le général Joffre sont désormais historiques ; mais, de la part du gouverneur de Paris, ils avaient pour objet de convaincre le général en chef qu'il y avait lieu de renoncer à la prolongation de la retraite générale sur la Seine, pour exploiter la faute de von Klück en attaquant en flanc l'armée de celui-ci. A la suite du troisième entretien téléphonique des

deux généraux en question, le commandant en chef partageait la conviction où était le général Galliéni qu'il convenait de reprendre immédiatement l'offensive sur tout le front.

D'après ce que le général Bonnal nous a dit à nous-même, il tenait ces renseignements du général Galliéni, son camarade, avec lequel il était particulièrement lié depuis qu'ils avaient été compagnons de captivité à Magdebourg en 1870-71. Nous en avons eu d'ailleurs confirmation par une autre source que nous avons lieu de croire très sûre, et de laquelle il semble résulter que les faits se sont déroulés de la manière suivante :

A 7 h. 30, après le retour des avant-postes, le chef d'état-major du gouverneur militaire

de Paris rend compte à celui-ci des rapports du matin et dont la conclusion est que l'attaque par la rive droite de la Marne s'impose. Il a déjà préparé l'ordre secret qui devait porter le nº 468 D/3. Il le présente au général Galliéni. Celui-ci le signe vers 8 h. 1/4 et mande par téléphone le général Maunoury. Le général Clergerie emporte l'ordre en question, lequel est expédié à 9 h. C'est à ce moment qu'eurent lieu les deux premières conversations avec le général Joffre.

Il était à peu près 10 h. 30 lorsqu'arriva le général Maunoury. De sa conversation avec le gouverneur, conversation qui dura à peu près une heure, résultèrent deux décisions :

1º Il faut attaquer ;

2º Il faut obtenir la coopération des Anglais.

Il fut convenu que, après déjeuner, on irait à Melun, où se trouvait le quartier-général du maréchal French, pour exposer la situation à celui-ci et pour le déterminer à marcher.

Parti à environ 13 h., le gouverneur était de retour vers 17 h. 30. Il prit alors connais-

sance du télégramme chiffré que le général en chef lui avait adressé à 13 h, et qui était parvenu à 14 h. 50, télégramme relatif à l'action par la rive gauche de la Marne. Il le communiqua au général Maunoury. Celui-ci ne tarda pas à se retirer.

C'est à ce moment (vers 18 h. par conséquent), qu'eut lieu la conversation téléphonique décisive, les deux précédentes — celles de 9 heures — n'ayant pas amené de solution.

Ce dernier entretien eut un témoin de qui nous croyons savoir que la déposition viendra à son heure. Au demeurant, ces trois échanges de vues, entre le G. Q. G. et le G. M. P. n'ont jamais été contestés. MM. Hanotaux et Joseph Reinach, entre autres, et le colonel Bujac, en ont fait mention.

TABLE DES MATIERES

APPENDICE

SAINT-AMAND (CHER). — IMPRIMERIE BUSSIÈRE

Imprimerie E. Durand, 18, Rue Séguier, Paris



